

SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées N°29 Juin-Octobre 2024



**Entre PRESTIGE et RUSTICITÉ :
L'EXCELLENCE des CUISINIERS
des ARMÉES**

S'engager auprès
de ceux qui se mettent
au service des autres,
c'est ça être
assurément humain.



Assurément
Humain



ÉDITO



Le commissaire général
hors classe Philippe JACOB,
Directeur central du SCA



**En cette année
olympique, le Service
démontre sa capacité
à planifier, anticiper,
se mobiliser, se moderniser
et s'adapter.**

Dans moins d'un mois débiteront les Jeux olympiques et paralympiques de Paris, événement phare de l'année 2024 pour le pays, les armées et le service du commissariat des armées. La sécurisation des jeux olympiques et paralympiques de Paris requiert la mobilisation de plus de 15 000 militaires, en métropole et en outre-mer. Pour les soutenir, le SCA déploie des volumes humains, matériels et financiers hors-normes, dans tous les domaines. Grâce à une planification pointue et anticipée, la manœuvre de soutien est organisée, coordonnée, réactive et au rendez-vous de l'enjeu opérationnel. Je remercie chacun d'entre vous pour sa mobilisation et le travail fourni. Je sais pouvoir compter sur votre engagement et votre sens de la mission pour être à la hauteur de cet événement pour le Service.

Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris ne sont pas le seul jalon de 2024. Cette année est marquée par la manœuvre de transformation de l'administration du personnel. J'ai eu l'occasion de me rendre dans plusieurs organismes du Service pour rencontrer le personnel concerné par cette manœuvre et préciser les modalités de cette réforme et les expérimentations envisagées. Je tiens à souligner la qualité du travail fourni par les équipes impliquées dans cette bascule et leur renouvelle toute ma confiance.

Le 28 mai dernier s'est tenue la finale de la 5^e édition du concours culinaire du Trident d'Or organisé par le centre interarmées du soutien restauration-loisirs (CIRL) et véritable vitrine du savoir-faire des cuisiniers des armées. J'adresse mes sincères félicitations à l'ensemble des candidats qui ont eu le courage de se présenter à ce concours difficile et qui font briller au quotidien, dans leurs organismes respectifs comme

en opération extérieure, le savoir-faire culinaire de l'armée française. Ce numéro du magazine est l'occasion de les mettre à l'honneur.

Anticiper les besoins futurs afin d'assurer la qualité et l'efficacité du soutien qu'il délivre est la ligne de conduite du Service. Il doit être en mesure de répondre avec technicité et précision aux attentes du combattant. Pour cela, le centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC) procède à une réévaluation constante et une adaptation de l'équipement des forces armées. Le salon Eurosatory est l'occasion pour le Service d'exposer ses dernières innovations dans ce domaine, tout en démontrant sa capacité à concilier les exigences du soutien des armées en termes d'autonomie, d'efficacité et de résilience avec la démarche de développement durable, porteuse de transformations profondes.

Pour répondre à l'agilité requise dans le domaine du soutien, nous avons et allons continuer de mener des actions de simplification afin d'accroître l'efficacité du Service. Citons par exemple le déploiement des cartes achats et cartes affaires, la mise en œuvre des plateformes multi-déménageurs pour faciliter et améliorer le quotidien du militaire et de sa famille. Le déploiement du système d'information logistique GHÉCo, désormais opérationnel dans plus de 140 magasins du Service, s'inscrit également dans cette démarche de simplification.

En cette année olympique, le Service démontre sa capacité à planifier, anticiper, se mobiliser, se moderniser et s'adapter. Je salue et encourage les efforts que vous avez effectués jusqu'à présent, je sais pouvoir compter sur votre compétence et votre enthousiasme pour être à la hauteur de tous les enjeux.

SOMMAIRE

RETOUR SUR L'INFO | 8



Transformation de l'administration du personnel militaire : le directeur central en visite dans les GSBdD concernés par la réforme

SCA OPS | 14

Le milieu équatorial, un défi pour le soutien Commissariat



VOTRE QUOTIDIEN | 20

Verdir, préserver, trier : quand le SCA contribue à l'affirmation du ministère comme acteur du développement durable



FOCUS | 24

Appliquer, transmettre et diffuser le droit des conflits armés



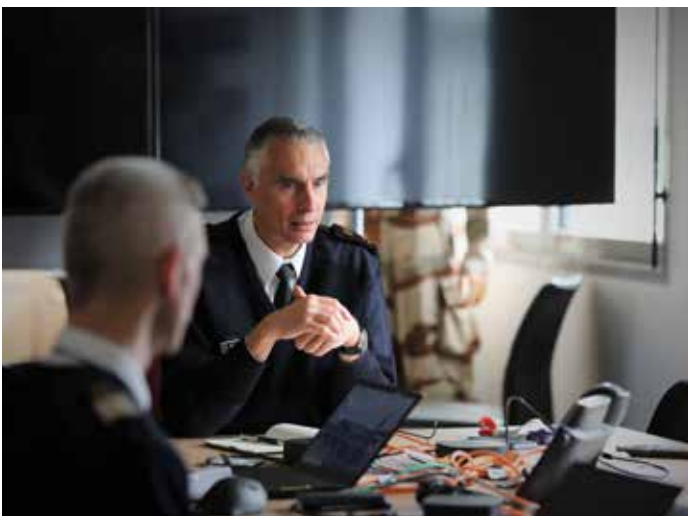
ÉVÉNEMENT | 28

Le directeur central en visite à la direction du commissariat d'outre-mer aux Émirats arabes unis



JOP 2024 | 32

Paris 2024 : planifier une opération de soutien d'envergure



GRAND ANGLE | 36

Entre prestige et rusticité, zoom sur l'excellence des cuisiniers des armées



RENCONTRES | 42

Le CR1 Noémie, chef du détachement mixte du Commissariat (DMC)

Le capitaine Nicolas, 35 ans de carrière dans la restauration





FLASH-BACK

Mai 2024. Le second-maitre François, affecté au sein de l'École des spécialités du commissariat des armées (ESCA), porte la flamme olympique sur le mât du Belem (38m de haut), au niveau du détroit de Messine. Il s'est porté volontaire pour être gardien de la flamme olympique sur le Belem, de la Grèce à son arrivée à Marseille le 08 mai 2024

© Vincent CURUTCHET

Équipement du combattant: le SCA au cœur du dispositif de défense française



Répondre aux enjeux opérationnels en soutenant et protégeant les forces armées en tout temps, tous lieux, toutes circonstances. Telle est la mission du Commissariat des armées. Pour répondre avec technicité, expertise et précision aux attentes des armées, le SCA, par l'intermédiaire des compétences mises en œuvre au sein du centre interarmées du soutien Équipements Commissariat (CIEC), procède à une réévaluation constante et une adaptation de l'équipement du combattant. Anticiper leurs besoins futurs afin d'assurer la qualité et l'efficacité du soutien qu'il leur

délivre est la ligne de conduite du SCA. « L'adaptation du soutien et l'amélioration de sa qualité passe par le développement de nouveaux effets visant à répondre aux besoins des forces. Le point de départ de l'innovation est le besoin exprimé par les armées », précise le commissaire général de 2^e classe (CRG2) Eric NEUMANN, directeur du CIEC.

La conception et le développement du gilet porte-plaques polyvalent (G3P) s'inscrivent dans la volonté du Service d'adapter et d'améliorer sans cesse la protection du combattant. Destiné aux forces spéciales, le G3P confère au soldat une protection adaptée à sa mission. Composé de plaques à base de céramique hybride, il allie ergonomie, modularité, légèreté et protection contre les balles perforantes, permettant ainsi une optimisation de la mobilité des forces tout en assurant une protection renforcée. La division technique innovation du CIEC s'est rendue dans l'usine du groupe SIOEN, site de production du G3P, afin de contrôler les opérations de montage. Le but de cette visite ? Vérifier la conformité du produit avec le cahier des charges et lancer la production du G3P. Le gilet porte-plaques polyvalent sera notamment exposé au salon Eurosatory du 17 au 21 juin 2024.

Transformation de l'administration du personnel militaire Le directeur central en visite dans les GSBdD concernés par la réforme



De mi-décembre jusqu'au premier trimestre 2024, le directeur central du SCA, le CRGHC Philippe JACOB, s'est rendu dans plusieurs groupements de soutien de base de défense (GSBdD) du Service afin de rencontrer les agents militaires et civils concernés par la manœuvre de transformation de



l'administration du personnel. Profitant de l'organisation de tables rondes réunissant les présidents de catégorie et les organisations syndicales représentatives, puis à l'occasion d'échanges avec les cadres et agents des bureaux d'administration du personnel, le directeur a souligné la qualité du travail fourni par le personnel des organismes, avant de préciser les modalités de la réforme de l'administration du personnel militaire et présenter les contours des expérimentations envisagées en matière d'administration du personnel civil.

Parcours SCA+ Le dispositif qui accompagne les cadres civils vers des postes à responsabilité au sein du SCA



Dix cadres de catégorie A du SCA ont été intégrés, en 2023, dans un parcours de deux ans afin de mieux appréhender leurs perspectives de carrière au sein du Service. Ce dispositif, appelé Parcours SCA+, concerne les agents de catégorie A qui se projettent à court ou moyen terme au sein du Commissariat et s'inscrivent pleinement dans le chantier « accompagner le personnel civil dans son déroulé de carrière » de la feuille de route du SCA. Avec l'emploi de plus de 600 civils de catégorie A relevant des corps administratifs et techniques, attirer et fidéliser les cadres est un enjeu majeur pour le Service, de même qu'accompagner ceux qui souhaitent s'orienter vers les responsabilités les plus élevées.

Travailler dans un espace de co-working : bientôt possible avec le déploiement de NOMAD !



Après deux années d'expérimentation, l'application numérique NOMAD sera déployée à compter de l'été 2024 dans toute la France métropolitaine, au profit de l'ensemble du personnel civil et militaire du ministère des Armées. Cette applica-

tion permettra à ses utilisateurs, en vue d'une mission ou d'un travail déporté, de réserver un espace de travail parmi 23 sites défense et de connaître les services proposés sur place (accès à Intradef, Internet, photocopieuse, station blanche, restauration, espace de convivialité, parking et transports en commun à disposition, etc.).

À paraître : **SIMPLIFIONS ENSEMBLE** le nouveau magazine des armées, directions et services (ADS)



La création d'un magazine dédié à la simplification s'est imposée naturellement en 2024 en analysant le travail important mené depuis 2017 par les ADS dans ce domaine, pour faciliter notre vie au quotidien.

L'état des lieux de conception et de mise en œuvre des travaux de simplification des ADS a en effet révélé la diversité des organisations dédiées à cette manœuvre, ainsi qu'une richesse d'actions et de bonnes pratiques qui ne demandait qu'à être partagée. Pour autant ce chantier est loin d'être terminé et les défis sont encore nombreux.

Sa poursuite nécessite donc non seulement un effort de tous, mais aussi un changement d'état d'esprit que nous avons traduit en accompagnement de ce magazine par une affiche sur les 10 règles d'or de la simplification, véritable vade-mecum souhaité par le chef d'état-major des armées pour la chaîne de commandement dans la perspective d'un véritable changement d'esprit pour tous.

Enfin, il est apparu essentiel de mettre en valeur les forces en présence et le travail déjà réalisé pour non seulement contribuer à l'acculturation du changement d'état d'esprit en cours, mais aussi faire preuve de reconnaissance à l'égard de ceux qui élaborent les stratégies, ceux qui les conçoivent et ceux qui les mettent en pratique. Un premier numéro sortira en juin et deux autres numéros, en cours d'écriture, permettront, d'accélérer la simplification et de mettre en valeur tous les maîtres d'œuvre de cette grande manœuvre qui nous concerne tous.

À DECOUVRIR : LE MAGTV DE MAI

Direction le laboratoire du Commissariat des armées (LABOCA), haut lieu des sciences biologiques, chimiques et physiques, qui passe à la loupe les équipements destinés aux combattants.



Unique en son genre, il assure le contrôle des denrées alimentaires des composants de la ration de combat, l'analyse des eaux destinées à la consommation humaine et la conformité des effets d'habillement et des effets balistiques. Le but ? S'assurer de la conformité des produits achetés par le centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC) lors de marchés centralisés.

Déploiement de GHÉCo : le système d'information logistique dédié à la gestion locale des biens du SCA

Le nouveau système d'information logistique GHÉCo (Gestion de l'Habillage et des Équipements du Commissariat) dédié à la gestion logistique des biens relevant du périmètre du SCA, est désormais déployé dans plus de 140 magasins du Service. GHÉCo est un outil unique venu remplacer de multiples applications issues des commissariats d'armées et devenues obsolètes (dont GEMASCA, SICAGEM, MAT2K). Il permet d'assurer la gestion des stocks locaux et le suivi des ressources mises en exploitation auprès des unités des forces. Son déploiement, piloté par le centre interarmées du soutien Métiers et Contrôle Interne (CIMCI) du SCA, s'est appuyé sur une structure ad-hoc, créée à cet effet, et une assistance renforcée qui ont ainsi permis de sécuriser toutes les étapes de cette phase projet : reprise des données, formation du personnel, accompagnement sur site par une équipe de projet intégrée puis, à distance, au moyen d'un centre national d'assistance.

Grâce à un engagement fort de tous les acteurs et en seulement un an et demi, son déploiement est aujourd'hui achevé dans tous les organismes opérateurs du SCA en métropole et déjà



LE SYSTÈME
D'INFORMATION
LOGISTIQUE
DÉDIÉ À LA
GESTION LOCALE
DES BIENS
DU SCA

réalisé dans trois organismes outre-mer et à l'étranger (Guyane, Antilles, Djibouti). Il s'est poursuivi pour l'outre-mer et l'étranger durant le 1er semestre 2024 et s'achèvera sur les théâtres d'opérations, ainsi que sur les bâtiments autonomes de la Marine nationale, au cours du second semestre 2024.

EMO-SCA : 10 ans de planification et de conduite *du soutien aux opérations*



En dix ans, « l'EMO SCA a trouvé sa place au sein de la communauté des opérations, et représente le niveau stratégique du SCA auprès notamment du Centre de planification et de conduite des opérations et des théâtres », a déclaré, le commissaire général de 1^{re} classe Olivier MARCOTTE, directeur central adjoint du Service, dans l'ordre du jour lu à l'occasion de la cérémonie du 06 juin 2024 en l'honneur de l'EMO.

En 2014, à l'instar des autres armées, directions et services, le SCA se dote d'un état-major opérationnel. Sa mission ?

Planifier et conduire le soutien Commissariat des engagements opérationnels, assurer une veille permanente des opérations, aider à la décision et faire face. De l'opération Sentinelle déclenchée à l'issue des attentats de 2015 aux opérations sur le flanc Est de l'Europe, en passant par l'opération Barkhane, l'épidémie de coronavirus, l'exercice ORION et les évacuations de ressortissants, l'EMO-SCA est, depuis dix ans, à la manœuvre pour planifier et conduire le soutien que délivre le SCA dans le cadre des engagements opérationnels des forces armées.

Retour de la guerre en Europe, montée en puissance sur le flanc Est, formations au profit du partenaire ukrainien, exercice ORION 2026, repositionnement stratégique en Afrique, soutien Commissariat à la force de sécurisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris... les défis qui attendent l'EMO-SCA sont nombreux. Avec toujours le même objectif : être au rendez-vous pour soutenir les forces.



Paris 2024 : Le GSBdD de Marseille-Aubagne en soutien de l'arrivée de la flamme olympique



Les 08 et 09 mai ont été marqués par l'arrivée de la flamme olympique dans la cité phocéenne. Première contribution des armées au dispositif de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, le GSBdD de Marseille-Aubagne a assuré le soutien opérationnel de la force de sécurisation déployée dans l'ensemble de ses composantes (DPST, DPSA, DPSM). Le Cercle de Ganteaume a par ailleurs eu l'honneur d'accueillir sur ses remparts le comité olympique, qui a salué les conditions exceptionnelles dans lesquelles s'est déroulée l'entrée au port du Belem.

Malgré les délais de préparation extrêmement contraints, la contribution du GSBdD de Marseille-Aubagne et le soutien apporté par son personnel ont permis la réussite de ce rendez-vous majeur.

Succès pour la première collecte d'effets militaires organisée par le SCA !



Rien ne se perd ! Engagée dans une démarche d'économie circulaire et de développement durable, le SCA a organisé une opération de collecte d'effets militaires sur le site de Balard. Objectif ? Récupérer les effets usagés ou non-utilisés afin de les réemployer ou les recycler. Du

13 au 24 mai, le groupement de soutien de la base de défense Île-de-France (GSBdD IdF) a mis en œuvre cette collecte. Treillis, chaussures de combat, chaussures basses, protections (genouillères, masques, etc.), casques lourds, ceintures, tenues de sport... au total, plus de 8 tonnes d'effets militaires ont été collectées. Dans l'attente de l'identification d'un circuit de traitement, les effets collectés seront stockés au pôle Montlhéry. Une opération très appréciée des soutenus, rendue possible grâce aux moyens des pôles de Balard, d'Arcueil Vanves Paris et de Montlhéry et de l'appui de la direction conduite du soutien du GSBdD IdF.

Inauguration du premier terminal passagers militaires sur la base aérienne d'Istres



Projet majeur pour les armées, le nouveau terminal aéroportuaire du « Hub des armées », situé sur la base aérienne 125 d'Istres, a été inauguré le 16 mai 2024, sous la présidence du chef d'état-major de l'armée de l'Air et de l'Espace.

Capable d'accueillir 80 000 passagers par an empruntant la voie aérienne militaire sur A330-MRTT, ce terminal moderne n'est pas simplement un point de transit. Il a été conçu pour répondre aux exigences opérationnelles et assurer le confort et la commodité de ses utilisateurs. Dans la pratique, le service du commissariat des armées (SCA) et le groupement de soutien de la base de défense Istres-Orange-Salon de Provence (GSBdD ISP) contribuent directement à la bonne réalisation de cette mission de projection de forces confiée à la base aérienne d'Istres. Le transport, l'alimentation et l'hébergement des passagers qui transitent par cette installation sont ainsi assurés dans les meilleures conditions. En lien étroit avec la BA 125, l'organisation de chacune de ces fonctions a été adaptée pour répondre aux nombreux aléas opérationnels ou aéronautiques qui rythment le quotidien de cet « aéroport militaire ».

La livraison d'un bâtiment d'hébergement à proximité du nouveau terminal d'ici à l'été 2025 viendra compléter les services offerts aux passagers et constituera la prochaine échéance de ce projet d'envergure.

À DECOUVRIR : LE MAGTV D'AVRIL

Gilet porte-plaques polyvalent (G3P), lunettes connectées, modernisation du casque TAP Felin, maintien en condition



opérationnelle des casques en coordination avec l'ELoCA de Brétigny... découvrez les grands projets menés par le centre interarmées du soutien Équipements Commissariat (CIEC), véritable bastion de l'innovation dans le domaine de l'équipement du combattant !

AUX QUATRE COINS DU MONDE, les organismes du SCA répondent à l'objectif d'engagement opérationnel du service



La DICOM Antilles a été particulièrement sollicitée pour assurer le soutien de l'opération d'assistance aux français souhaitant quitter Haïti, compte-tenu de la dégradation de la situation sécuritaire. Fourniture de matériels de soutien de l'homme et d'effets balistiques, distribution de vivres opérationnels aux troupes projetées, hébergement et restauration des renforts, soutien en carburant, transport de personnel et de matériels, opérations de trésorerie et achats de crise, décompte des effectifs engagés, conseil juridique et définition des règles d'engagement de la force... tous les pans du soutien assuré par la DICOM Antilles ont été mobilisés pour cette opération. En plus du soutien logistique nécessaire à cette opération d'assistance, la DICOM a contribué à l'armement du poste de commandement interarmées (PCIA) de crise, notamment dans les fonctions J1 (suivi des effectifs engagés), J4-SH (soutien de l'homme), J8 (finances) et LEGAD. Une opération qui a permis de mesurer la parfaite adéquation des moyens humains et matériels dont est dotée la DICOM Antilles avec les besoins de soutien opérationnel des forces armées aux Antilles, dans un contexte de déploiement de forces au cœur de la Caraïbe.



un contexte de désengagement des forces armées françaises. Opérations de désengagement des matériels Commissariat (effets balistiques, tentes, douches de campagne, conteneurs frigorifiques, etc.), opérations de liquidation des dossiers comptables et administratifs des forces françaises au Niger, traitement des éventuels contentieux, restitution aux prestataires des moyens externalisés mis à disposition de la force, liquidation du foyer, reconstitution de l'avance de trésorerie et restitution aux autorités nigériennes des emprises occupées par la force française au sein de la base aérienne de Niamey, tout en continuant d'assurer le soutien courant sur la base, la mission de l'OLT fut aussi intense que riche de défis, dans un contexte soumis à de nombreuses contraintes. Malgré les délais contraints, la mission a atteint ses objectifs, démontrant ainsi la robustesse de l'organisation du SCA.

S'appuyant sur le dispositif d'alerte Loutre, l'état-major opérationnel du SCA (EMO-SCA) a armé et projeté un organe liquidateur temporaire (OLT) en un temps record, démontrant ainsi toute la pertinence et la réactivité du dispositif d'alerte du SCA, dans





Pour l'édition 2024 de l'exercice AMITIE conduit par les forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj), 150 parachutistes du 3^e régiment parachutiste d'infanterie de Marine (3^e RPIMA) sont venus en renfort des FFDj. Afin de permettre aux renforts de l'échelon national d'urgence (ENU) projeté au sein des FFDj d'être réengagés sous contrainte de délais, la DICOM FFDj a déployé une chaîne logistique de type « *in processing* ». Le but de ce dispositif ? Permettre la mise en condition opérationnelle de l'ENU et son intégration au sein des FFDj. Formalités administratives, habillement, équipement, perception du matériel, transport, protection d'emprises...la mobilisation et la réactivité du personnel de la DICOM FFDj ont permis d'apporter un soutien à la hauteur du déploiement, démontrant ainsi sa pleine capacité opérationnelle.



Du 22 avril au 04 mai 2024, le 5^e régiment de cuirassiers (5^e RC) des forces françaises stationnées aux Emirats arabes unis (FFEAU) a participé à la deuxième phase de l'exercice tactique de grande ampleur El Himeimat. Un exercice soutenu par la direction du commissariat (DICOM) FFEAU, qui a démontré sa pleine capacité de soutien opérationnel en déployant notamment pour la première fois sur le territoire une cuisine de campagne (ETRAC). Un espace restauration et une arrière-cuisine, composés de plusieurs tentes et de conteneurs frigorifiques, ont également été déployés par la DICOM, avec l'appui du personnel du 5^e RC et des renforts venus de DICOM FFDj (Djibouti) pour le maintien en condition du matériel. Le déploiement de l'ETRAC a ainsi permis d'assurer le soutien restauration pendant toute la durée de l'exercice. Prochain objectif majeur : le soutien au profit de l'exercice GOLF 2025 qui devrait se dérouler en plein désert.



Dans le cadre de sa préparation opérationnelle, le 519^e régiment du train (RT) a conduit l'exercice AUNIS 24, visant à tester toutes les structures de commandement et les capacités opérationnelles du régiment. Pour ce faire, le GSBdD de Rochefort-Saintes-Cognac-La Rochelle (RSC) a fourni un soutien logistique en contribuant à l'installation de deux camps sur la commune de Rivedoux sur l'île de Ré. Un montage de camps qui débuté quelques jours avant le lancement de l'exercice par l'échelon précurseur du 519^e RT avec le déploiement de 26 tentes modulaires, 165 lits picots, 60 tables, 100 chaises, une remorque-douche (RD 3000), 26 éclairages et des groupes

électrogènes. En parallèle, le pôle de la Rochelle s'est chargé des formalités des bons de passage gratuits pour tous les véhicules des gammes commerciale et tactique pour chaque traversée par le pont de l'île de Ré.

Le milieu équatorial un défi pour le soutien Commissariat

Rédacteur : CRC2 Anne-Lise Breton

Illustrations : Bérénice DESPREZ/SCA/Défense ; LTN Mathilde BOURGES/SCA/Défense ; SGT Ophélie VAMBRE/SSA/Défense

Dès la sortie du hall de l'aéroport Félix Eboué et après un vol long de plus de 9 heures depuis la métropole, les sens des visiteurs sont immédiatement saisis : un air saturé d'humidité, une chaleur lourde, des odeurs de fleurs, des couleurs lumineuses et des bruits d'oiseaux exotiques. La Guyane, territoire français ultra-marin, se situe à plus de 7 000 km de Paris, entre les frontières du Suriname et du Brésil, et l'Océan Atlantique. Ce territoire est stratégique, tout autant que les missions que remplissent les forces armées françaises qui y sont stationnées. Plus de 2 000 militaires des forces armées en Guyane (FAG) y œuvrent en permanence, notamment dans le cadre des opérations HARPIE, TITAN et POLPECHE.

Comme le souligne le général de division (GDA) Marc LE BOUIL, commandant supérieur (COMSUP) des FAG et commandant de la base de défense (COM BdD) de Guyane : « *La Guyane, seul outremer français doté de frontières terrestres, présente pour les forces armées des engagements quotidiens parmi les plus intenses que nos militaires puissent trouver. Avec 350 soldats présents chaque jour en forêt toute l'année, il faut que le soutien, dans toutes ses dimensions, fonctionne ! Les élongations et la rudesse du climat – j'aime parler de son « abrasivité » – pourraient en décourager plus d'un pour être affecté ici. Mais détrompez-vous car le territoire dévoile rapidement toutes ses richesses et le taux de demandes de prolongation d'affectation est important* ». Ici, le principe « un chef, une mission, des moyens » est une réalité : les opérationnels et « les soutiens » œuvrent ensemble. « *La DICOM-GSBdD est l'un des piliers essentiels de cette équipe. Les espaces ATLAS, le soutien financier et solde, les équipements individuels, les vivres opérationnels, le logement et l'hébergement, illustrent le rôle de la DICOM-GSBdD. La forêt équatoriale*



La forêt équatoriale est rude, elle ne pardonne ni l'impréparation, ni la négligence, ni l'individualisme.



est rude, elle ne pardonne ni l'impréparation, ni la négligence, ni l'individualisme ». De Cayenne à Maripasoula, de Kourou à Saint-Jean-du-Maroni, du plus profond de la jungle au centre urbain, focus sur la direction du Commissariat d'outre-mer et groupement de soutien de la base de défense (DICOM-GSBdD) de Guyane, ses missions et ses 250 personnels.



LA DICOM-GSBDD DE GUYANE : SOUTENIR L'OPÉRATIONNEL ET VEILLER AUX CONDITIONS DE VIE



Dans son bureau de la caserne Loubère en plein centre-ville de Cayenne, le CRC1 Franck, directeur de la DICOM-GSBdD, évoque trois spécificités pour décrire la mission du service du commissariat des armées en Guyane : un territoire hors normes et une terre d'aventure ; une mission très opérationnelle en soutien d'unités engagées au cœur d'opérations stratégiques pour l'Etat français ; une coordination interarmées et interministérielle remarquable entre l'ensemble des unités présentes sur zone et les services de l'Etat présents, grâce notamment à des réunions plénières ou bilatérales.

Il décrit en parallèle les missions de l'organisme dont il est responsable depuis l'été 2023 : « Cela peut se résumer en deux grandes missions, la première étant le soutien opérationnel, la seconde se consacrant à l'amélioration des conditions de vie des militaires et civils des FAG et de leurs familles. Notre rôle est de nous adapter en

FOCUS SUR 3 OPÉRATIONS INTERMINISTÉRIELLES

HARPIE : lutte contre l'orpaillage illégal. Lancée en 2008, cette opération est menée conjointement par les forces de l'ordre (police aux frontières, gendarmerie) et les forces armées en Guyane (FAG) et placée sous l'autorité du préfet et du procureur de la République pour la partie judiciaire. Près d'un millier de militaires y participe sur une zone aussi vaste que le Portugal.

TITAN : protection du centre spatial guyanais (CSG). 50 militaires surveillent en permanence les abords du CSG. Un effectif qui peut grimper à 350 lors des phases de transfert ou de lancement (quatre à cinq jours par mois) et en cas de lancement sensible, jusqu'à 400 militaires.

POLPECHE : protection des ressources halieutiques de la Guyane grâce à l'observation des activités de pêche.



permanence pour satisfaire leurs besoins ». Il balaie d'un revers de la main les clichés qui octroient une mauvaise réputation à la Guyane : « Oui, c'est une terre très spéciale, autant paradis vert qu'enfer vert. Mais avec cette faune et cette flore exceptionnelles, on se trouve au contact d'une nature hors normes, qu'on la parcourt à pied, en pirogue ou par les airs ».

La division conduite du soutien (DCS) est une parfaite illustration de ce soutien opérationnel. Elle délivre les équipements « jungle » indispensables en milieu abrasif, dont notamment les hamacs – modèle « Jungle 2022 » - dotés d'un produit anti-moustiques et d'une bâche protectrice ; les kits hygiènes, pour lesquels une étude est en cours afin de les adapter davantage aux besoins spécifiques de la nomadisation ; des gourdes filtrantes¹ et des chaussures, pour lesquelles une expérimentation est en cours afin de développer un produit moins sensible au climat abrasif, au terrain difficile et à l'intensité des opérations.



À l'image des évolutions régulièrement introduites pour les paquetages « grand froid », l'environnement équatorial impose également de travailler sur des équipements spécifiques et adaptés.

Pour ce faire, la DICOM-GSBdD dispose d'experts, secondés par des utilisateurs des unités en charge de tester les nouveaux produits. Elle s'appuie aussi sur le centre interarmées du soutien équipements Commissariat (CIEC).

Le soutien opérationnel de la DICOM-GSBdD passe également par le soutien juridique. Une fonction assurée par le CR1 Clara, conseillère juridique-contentieuse du directeur de la DICOM-GSBdD depuis l'été 2023. *« Mon quotidien ? Faire de la veille juridique au profit des FAG, informer les unités sur l'évolution du droit, conseiller le commandement sur divers points juridiques, ou encore rédiger des conventions et protocoles entre les FAG et d'autres partenaires institutionnels et étatiques. La Guyane étant un territoire très restreint, les différents acteurs étatiques sont très proches les uns des autres et créent des relations qui doivent être encadrées. Lors du décollage de la fusée VEGA en octobre dernier par exemple, le CNRS a sollicité les FAG pour qu'un hélicoptère militaire assure le ratis-sage du centre spatial guyanais »*

¹ Tests en cours sur différents dispositifs répondant aux exigences de l'environnement (eau prélevée en crique-point d'eau, ruisseau, rivière)

avant le décollage. Un autre exemple : celui de la collaboration entre le 3^e REI et l'Ordre de Malte pour la réalisation de missions humanitaires au village de Trois-Palétuviers situé sur le fleuve Oyapock à la frontière du Brésil ».

3^e RÉGIMENT ÉTRANGER D'INFANTERIE, KOUROU : SOUTENIR LE COMBATTANT AGUERRI

Au sein du quartier Forget, huit personnes de la DICOM-GSBdD Guyane œuvrent en permanence au profit du 3^e régiment étranger d'infanterie (REI). Résolument tournés vers le soutien du combattant aguerri, ils œuvrent aussi au profit des familles.

À l'atelier chaud-froid (ATCF), l'adjudant Joris est à la tête d'une équipe de 8 dépanneurs civils et militaires qui assurent le soutien du régiment dans trois grands domaines :

- la mise à disposition du module « Guépard » constitué de trois remorques (ETRAC, laverie, douche), de 6 conteneurs frigorifiques, de lits, de tentes, de marmites, de glacières, de citernes d'eau pour équiper une compagnie, soit 150 militaires ;
- le soutien des matériels de restauration collective (MRC) des cinq sites (base navale, base aérienne, restaurant Ceperou au quartier de La Madeleine, mess Caravelle de Kourou) ;
- le soutien des bases opérationnelles avancées : le centre d'entraînement en forêt équatoriale (CEFE), Maripasoula, Camopi et Saint-Georges, dont la situation au plus profond de l'Amazonie, impose un « soutien très exigeant car les elongations entre les différents sites nécessitent de nombreux déplacements » comme le précise l'adjudant Joris.



Le magasin d'approvisionnement est l'autre facette du soutien au profit du 3^e REI. S'il veille à ce que chacun dispose des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission en forêt équatoriale, il assure aussi une mission essentielle auprès du militaire et sa famille. C'est ce que nous explique Marc, responsable de l'antenne kouroucienne du bureau Ameublement des familles (AMF) : grâce à lui, entre 230 et 240 personnels du 3^e REI peuvent percevoir des meubles ou des appareils électro-ménagers, stockés sur place. Les marchés sont passés à Cayenne et chaque jeudi, une rotation est prévue pour les norias de matériels neufs.

Un soutien approprié, comme nous le précise le colonel Jean-Pierre, le chef de corps du 3^e REI : « *le soutien Commissariat est réactif, et les relations avec la DICOM-GSBdD sont très bonnes et fluides* ».

9^e RÉGIMENT D'INFANTRIE DE MARINE, MARIPASOULA : LE SOUTIEN SCA À L'ÉPREUVE DE L'ISOLEMENT

Pour se rendre sur la Base opérationnelle avancée (BOA) de Maripasoula, inutile de chercher une quelconque route, l'accès n'est envisageable que par pirogue ou par Casa en 45 minutes de vol depuis Cayenne. Ce n'est qu'une fois arrivé sur place que l'on prend conscience du défi que représente le soutien des forces dans un lieu si isolé. Sur le tarmac de la base aérienne 367 « Capitaine François Massé » de Cayenne-Rochambeau, Jean-Yves est présent dès l'aube. Responsable de l'approvisionnement en vivres

secs et frais de l'opération HARPIE, il est en lien étroit avec les fournisseurs pour la passation de commandes et leur suivi. Avec l'aide de son équipe, il doit remplir les containers de vivres destinés à améliorer le quotidien des militaires en mission au cœur de la jungle amazonienne.

Un ravitaillement de plusieurs tonnes de vivres secs et frais est prévu chaque semaine vers les BOA du 9^e régiment d'infanterie de marine (9^e RIMa) à Maripasoula et Saint-Jean du Maroni. Un travail exigeant pour l'ensemble de l'équipe qui doit s'assurer que les besoins sont satisfaits en contribuant ainsi à l'amélioration du quotidien des militaires sur le terrain. « *Pour le militaire, la nourriture est essentielle* » nous confie Jean-Yves. C'est la raison



pour laquelle il se déplace une fois par mois à Maripasoula pour suivre les ravitaillements et pour les acheminer au plus près des postes de contrôle fluviaux, qui se situent à plus d'une heure de pirogue, là où les conditions de vie sont extrêmement rustiques. En moyenne entre 50 à 60 militaires y sont en mission de courte durée avant de rejoindre Maripasoula, la zone de repos et de régénération. Pour les vivres, la partie surgelée reste sur le site, les vivres dits « secs » étant réservés aux trois postes de contrôle fluviaux et acheminés par pirogue.

Quatre sites, encore plus reculés, au cœur des actions illégales menées par les *garimpeiros*², sont desservis grâce aux moyens de treuillage d'un hélicoptère consacré à ces missions et capable d'emporter une charge allant jusqu'à 800 kg, ou à l'aide de pirogues moyennant 11 heures de navigation.



RÉGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTÉ, SAINT-JEAN-DU-MARONI : UNE UNITÉ RENFORCÉE PAR LE SCA

À Saint-Jean-du-Maroni, nichée à la frontière avec le Suriname, se situe la portion centrale du régiment du service militaire adapté (RSMA) de Guyane. Il s'agit d'un dispositif militaire d'insertion socioprofessionnelle à destination des Guyanais, âgés de 18 à 25 ans, avec ou sans diplôme, éloignés du monde de l'emploi. Une structure soutenue et appuyée par le SCA, qui accueille en son sein les militaires du 9^e RIMA.

Les caporaux-chef (CCH) Aurore et Kathleen, détachées au RSMA depuis l'été 2022, représentent à elles deux la DICOM-GSBdD sur place. Pour résumer leurs missions, elles parlent du dyptique « soutien et formation ». Au total, ce sont 400 volontaires techniciens (diplômés) et stagiaires (non-diplômés) qui se

Portrait du 1^{er} classe Virgile, cuisinier à Maripasoula



Muni de son CAP cuisine mention pâtisserie, le 1^{er} classe Virgile concède avoir ressenti un peu de pression à son arrivée. Responsable des repas pour 120 personnes chaque jour, ainsi que des militaires en charge du service et de la salle, il a été amené à acquérir des compétences dans les domaines de la gestion des stocks et de la comptabilité. Il se confie : « *au bout de deux jours, ça allait beaucoup mieux ! Je suis mon propre chef, et je trouve très valorisant quand mes camarades me disent que le repas était bon* ». Les conditions restent rudes et impliquent une pleine disponibilité avec une journée de repos le dimanche, jour où il n'assure que le réchauffage des plats et la préparation de leurs accompagnements. L'usure des matériels de restauration collective reste inhérente aux conditions d'emploi (climat, raccordement électrique, etc.) : si les siens ont moins d'un an, il sait que leur retrait sera précoce compte-tenu du climat dans lequel ils évoluent.

Véritables « *petits dieux* » comme les surnomment Jean-Yves, les cuisiniers sont essentiels au quotidien et au moral des troupes. Il est important que le personnel ne mange pas que des rations, et cela est d'autant plus prioritaire lorsque les conditions sont difficiles.

succèdent en dix cycles à l'année, en plus des autres personnels permanents et tournants. Une mission aussi lourde que passionnante tant l'insertion de jeunes issus de milieux parfois très défavorisés est un véritable défi. Ces derniers peuvent repartir avec les compétences nécessaires pour devenir paysagistes, cuisiniers, serveurs ou mécaniciens par exemple.

Le CCH Kathleen se présente comme une cadre, gérante du foyer. Pour tenir et animer ce lieu essentiel à la convivialité et à la cohésion, elle est responsable des volontaires stagiaires (VS) et des volontaires techniciens (VT), qu'elle forme pour tenir notamment les fonctions de magasiniers. À ses côtés : le CCH

² Chercheurs clandestins d'or, de minéraux ou de pierres précieuses

La rusticité, le quotidien des militaires sur le poste de contrôle fluvial d'Inini



Depuis peu, et alors que l'opération HARPIE n'a pas le statut d'opération extérieure, la DICOM-GSBdD a obtenu que les

unités affectées en zone isolée puissent bénéficier des rations de fêtes le 14 juillet et en fin d'année. En effet, les soldats concernés (environ 450, dont notamment du 3^e REI, du 9^e RIMa et de la DICOM-GSBdD) n'ont pas accès à un ordinaire durant ces périodes.

La rusticité de certains sites a ainsi conduit à prendre une telle décision. Grâce à la mobilisation de la DICOM-GSBdD, le budget alimentation a pu doubler en quelques années. Si la rusticité est le vocable idoine pour dépeindre le quotidien des militaires affectés sur place le temps d'une MCD, au cœur de la jungle, sur le bras du fleuve et au sein d'un camp au confort sommaire, c'est ici que sont livrés les vivres secs (raviolis, riz, pâtes, etc.).

Le peu de confort qui peut être apporté est essentiel car ces hommes et femmes répondent à une mission difficile : entraver les ravitaillements des orpailleurs. Ils sont unanimes : « *on attend la nourriture* », commandée par radio une fois par semaine. Un besoin auquel répond Jean-Yves lorsqu'il se déplace tous les mois-et-demi sur le poste : « *Mon rôle, c'est aussi de conseiller, de donner mon avis, de persuader que le gâchis est un non-sens* ».

Aurore, arrivée en 2022. En plus de la formation de VT et de VS, elle gère la cellule achats/stocks (gestion et suivi des commandes, contacts avec les fournisseurs locaux, etc.). Les achats sont effectués à Cayenne ou auprès de coopératives locales de fruits et légumes, contribuant ainsi au développement économique des zones reculées comme la ville de Mana. La localisation isolée du régiment a des conséquences directes sur sa mission : lors de la saison des pluies, routes et accès sont coupés pouvant rendre difficiles les approvisionnements.

De Cayenne à Maripasoula, en passant par Kourou et Saint-Jean-du-Maroni, le soutien Commissariat est présent et fait face aux défis du milieu équatorial. « *On s'adapte, on anticipe, on écoute l'opérationnel* » conclut le CRC1 Franck, directeur de la DICOM-GSBdD de Guyane. ■





VERDIR, PRÉSERVER, TRIER Quand le SCA contribue à l'affirmation du ministère comme acteur du développement durable

Rédacteur : CR1 Émilie ROBLOT

Illustrations : CR1 Émilie ROBLOT/SCA/Défense ; SCH
Guillaume VIARDIN/armée de l'Air et de l'Espace/Défense



Consultez
la 1^{re} partie du dossier
consacré au
développement durable



Proposer une alimentation durable et une offre végétarienne, concevoir des rations de combat labellisées avec des emballages recyclables, réemployer et recycler les effets d'habillement... autant d'actions mises en œuvre par le service du commissariat des armées, qui concourent activement à l'affirmation du ministère des Armées comme acteur incontournable du développement durable.

Le numéro 27 de votre magazine *Soutenir* traitait de toutes ces actions. Le SCA va bien plus loin dans sa démarche de transformation verte, c'est pourquoi nous vous proposons, dans ce numéro, de découvrir les autres réalisations du Service dans ce domaine. Verdissement de votre parc automobile, gestion différenciée de vos espaces verts et extérieurs, tri dans vos déchets... Explications.

DU VERDISSEMENT DANS VOTRE PARC AUTOMOBILE

Le ministère des Armées se place dans le top 10 des leaders de l'électrification des véhicules parmi les 100 plus grandes flottes automobiles en 2022. Placé en 8^e position, 17,6% des véhicules intégrés dans la flotte en 2022 étaient électriques... et cela ne va pas s'arrêter en si bon chemin ! Avec un souhait de verdir toujours plus les flottes professionnelles, les lois d'Orientation des Mobilités de 2019 et de Climat et Résilience de 2020 incitent les groupes privés et les administrations, à la tête de grandes flottes à inclure un quota croissant de véhicules verts (électriques et hybrides rechargeables) dans le cadre du renouvellement annuel de leurs flottes. « *Nous sommes actuellement à 20% de verdissement annuel* » affirme Ludovic, référent de la mobilité verte au sein de la direction centrale du SCA. En plus d'être bon élève, le SCA est influenceur. Il n'est ici pas question de caméra ni de micro, mais bien d'étiquette ! À l'occasion du comité « État exemplaire » présidé par le ministre de la Transition énergétique et le ministre de la Transformation et de la Fonction publique, l'ADEME s'est engagée à diffuser, au titre du plan de sobriété énergétique, un disque autocollant pour les 65 000 véhicules de service de l'État. L'objectif recherché ? Inciter les agents à respecter la limitation de vitesse de 110 km/h sur autoroute et encourager les autres conducteurs à adopter l'éco conduite. Et pour le SCA alors ? « *Cette politique incitative va nous conduire à distribuer dans chaque GSBdD un nombre d'autocollants équivalent au nombre de véhicules de service dont il dispose* » explique Ludovic. D'autres projets relatifs à une mobilité alternative et plus durable sont également menés dans les bases de défense, dont :

- l'expérimentation de 8 Bluebus, des minibus 100% électriques pour le transport de personnes ;
- l'expérimentation d'un cube énergie EIKO sur le site de Lyon, qui permet, grâce à des batteries usagers rechargées, de redistribuer l'électricité dans des véhicules. Elle a notamment gagné le prix de l'achat responsable en 2022. ; l'expérimentation d'ombrières sur le site de Creil, qui permet de recharger des véhicules électriques et hybrides garés sous un toit disposant de panneaux photovoltaïques ;
- l'expérimentation de bornes de recharge pour véhicules électriques payantes pour les véhicules personnels des agents sur les sites de Mont-de-Marsan et Rochefort-Cognac ;
- l'expérimentation des célèbres Citroën AMI, quadricycles à moteur électrique biplaces, permettant de circuler sans bruit, à l'abri des intempéries, sans émettre de gaz à effet de serre. L'AMI peut parcourir 75 km et se recharge en seulement 3h via une prise électrique classique. « *L'AMI correspond à un besoin de circulation sur site, notamment sur base aérienne et base navale. Une centaine est actuellement en service sur des bases de défense* », précise Ludovic ;
- l'expérimentation de vélos, trottinettes et triporteurs électriques, notamment mis en place sur le site de Creil, permettant d'avoir un mode de déplacement complémentaire aux véhicules thermiques et électriques.

CÔTÉ BILAN CARBONE, ÇA DONNE QUOI ?

Le bilan carbone est la mesure de l'impact du réchauffement climatique sur l'ensemble des fonctions, de la conception du produit jusqu'à son élimination.

Chaque administration doit établir son bilan carbone sur une base scientifique déterminée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Un premier bilan carbone a d'ores-et-déjà été réalisé entre 2018 et 2021 sur la mobilité (transport et déplacements temporaires).

Un autre bilan carbone sur les autres fonctions sera effectué, notamment pour la fonction alimentation et la fonction hébergement.

« *Le SCA est également engagé dans la démarche ministérielle des plans de mobilité des bases de défense qui s'inscrit dans les objectifs de la stratégie ministérielle de performance énergétique (SMPE). Pour ce faire, nous accompagnons les bases de défense dans la mise en place de leur propre plan de mobilité* », ajoute Ludovic. Après avoir réalisé une phase de diagnostic, la base de défense établit son programme d'actions à partir d'un portefeuille de mesures concernant les transports alternatifs, l'encouragement aux pratiques de mobilité active comme le vélo, la transition énergétique des parcs, l'organisation du covoiturage, la promotion du forfait mobilité, etc.



Citroën AMI. Site de Creil.



DE LA GESTION DIFFÉRENCIÉE DANS VOS ESPACES VERTS ET EXTÉRIEURS

Mise en place par le Centre Interarmées du soutien Multi-services (CIM), la gestion différenciée des espaces verts permet d'adapter l'entretien en fonction des usages et de la nature des zones.

C'est un moyen utilisé pour :

- concilier les enjeux opérationnels, économiques et environnementaux ;
- limiter l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- gérer les ressources naturelles ;
- optimiser et rationaliser les moyens alloués à l'entretien ;
- préserver un cadre de vie.

Le CIM travaille avec l'entreprise FREDON qui a réalisé de nombreux diagnostics sur des bases de défense afin d'accompagner au mieux la transition. Manh, à la tête du bureau gestion environnement du travail et développement durable du CIM, témoigne :

« On accompagne les GSBdD pour les aider à réduire leur recours aux produits phytosanitaires. Les mesures proposées visent à privilégier des méthodes de gestion et des produits alternatifs. Ces audits ont aussi permis de mettre en exergue les bonnes pratiques

actuelles des GSBdD en termes d'entretien des espaces verts et de diffuser, en mars 2024, une directive de déploiement à plus large échelle d'une politique de gestion différenciée ». Parmi les préconisations : tondre moins souvent ou moins de surface et adapter l'entretien et les plantes en fonction des saisons et du climat local. « À titre d'exemple, nous avons proposé à certains GSBdD d'expérimenter des plantes couvre-sol nécessitant moins d'arrosage et moins d'entretien ou encore des nattes anti-végétation. Ces dernières constituent une solution de substitution aux herbicides pour les zones exigeantes et difficiles en termes d'entretien. Elles se présentent sous forme de plaques ou de rouleaux de couleur noire faits à partir de pneus recyclés disposés au-dessus de la zone à protéger de la végétation. Elle permet de faciliter la tonte qui s'effectue simplement autour de la natte ».

En somme, et au-delà de ces exemples d'expérimentation, ce que nous pourrions qualifier de bon sens permettrait d'appliquer à l'instant T près de 80% des recommandations de FREDON.

DU TRI DANS VOS DÉCHETS

Ce n'est pas une surprise, certains déchets ne sont pas triés. Les lieux de travail n'offrent aujourd'hui pas toujours la possibilité de



bien trier tous les déchets, comme ceux de « boisson » autour des distributeurs automatiques. Cannette, bouteille d'eau et papier se retrouvent au mieux dans la même poubelle, celle du bureau le plus souvent. Pour pallier ce défaut de tri, le CIM expérimente depuis la rentrée 2022 des poubelles intelligentes sur les sites d'Arcueil et de Vanves. Ces « *smart-bin* », de la marque LEMON TRI, permettent de trier automatiquement les cannettes, bouteilles en plastique et gobelets. « *À la place de la poubelle classique et unique, une machine disposant de 3 bacs internes permet de détecter le matériau du déchet déposé et de le reverser dans le bon bac* », illustre Manh.

Restons en région parisienne. Direction Rambouillet où, dès cette année, sera lancée une nouvelle expérimentation qui portera sur le recyclage des mégots de cigarettes. Selon Manh, l'idée « *serait de mettre à disposition des bornes de collectes de mégots de cigarettes. Le recyclage de ce genre de déchet très nuisible à la santé humaine et à l'environnement n'étant pas obligatoire, il s'agit d'une approche écoresponsable et volontariste, où chacun peut en profiter pour se montrer exemplaire. Cela permettrait d'avancer sur des sujets qui ne sont pas toujours bien pris en compte* ».

Si le SCA répond à ses missions de soutien dans le cadre de la conduite des opérations et de projection de puissance des forces armées, il prend également en considération les enjeux contemporains liés à l'environnement. Son engagement lui permet de faire connaître ses bonnes pratiques, d'attirer et de fidéliser les agents et de renforcer le lien Armées-Nation tandis que la population, en particulier les jeunes générations, montre un intérêt grandissant pour ces questions. ■

Mission base verte à Creil

Un partenariat fédérateur entre le GSBdD et un collègue

La base de défense de Creil, le centre permanent d'initiatives à l'environnement (CPIE) des pays de l'Oise et le collège Jules Michelet de Creil ont signé un partenariat qui a abouti à la création de la mission base verte. Ce projet est né de la nécessité de reboiser et gérer les espaces arborés du site de Creil.

Au printemps 2022, plus de 300 épicéas ont été abattus suite à une épidémie de scolyte. Le CPIE a formulé un état des lieux dans lequel étaient listées différentes actions pour restaurer l'environnement du site. Au programme :

- plantation d'un verger et d'un potager ;
- fabrication de gîtes à insectes ;
- mission de sauvegarde des hérissons.

Des actions réalisées en collaboration avec deux classes de 6^e qui se rendront sur le site de Creil chaque année durant quatre ans pour suivre l'évolution de leurs projets.

Une belle initiative locale qui offre en outre la possibilité de renforcer le lien Armées-Nation !

Impact environnemental

Les ruches à la rescousse sur Orléans et Creil !

En 2021, le SCA a lancé une nouvelle expérimentation avec la société BeeOdiversity sur trois sites soutenus par le GSBdD d'Orléans (Bricy, Gien et Olivet), afin de mesurer l'impact sur la biodiversité de l'utilisation de produits phytosanitaires et d'obtenir des conseils pour diminuer la pollution des sites. Pour concrétiser cet audit écologique, la société a mis au point un système permettant d'analyser les éléments recherchés par le prélèvement d'une infime portion de pollen lors du retour à la ruche des abeilles. Ce dispositif, non destructif pour les colonies d'abeilles, a deux objectifs : d'une part, rétablir la biodiversité végétale en proposant, par exemple, des plans d'aménagement végétal et d'autre part, limiter la pollution en identifiant l'origine et l'impact des polluants détectés. Après une première phase de test de deux ans qui aura permis d'établir un constat suivi d'un plan d'actions, la base de défense d'Orléans entre dans la seconde phase du projet avec la réalisation d'aménagements pour la biodiversité afin de reconnecter l'humain à la nature. Des ruches ont également été installées sur le site de Creil.



Appliquer, transmettre et *diffuser* le droit des conflits armés

Rédacteur : Marion LOTTEGIER

Illustrations : CR1 Émilie ROBLOT/SCA/Défense ; SCA/Défense

1864 La première convention de Genève est éditée. Les bases du droit international humanitaire sont posées. Depuis ? Droit humanitaire et droit de la guerre n'ont cessé d'évoluer pour gagner en efficacité. De nouveaux instruments conventionnels sont venus combler les lacunes d'un droit longtemps considéré comme insuffisamment protecteur. Un ensemble complet de règles assurant la protection des victimes de guerre a ainsi vu le jour en 1949 : les quatre Conventions de Genève, qui constituent, aujourd'hui encore, la base du droit international humanitaire. En parallèle, un élargissement des domaines couverts par le droit des conflits armés a eu lieu, tandis que la physionomie des conflits se modifiait ; les conflits internes impliquant des acteurs non étatiques et pouvant avoir des répercussions internationales se multipliant.

En évolution constante, le droit des conflits armés est une matière complexe que les forces armées doivent connaître et en appliquer les dispositions. Par le biais de ses conseillers juridiques, plus communément appelés LEGAD (*Legal advisor*), le service du commissariat des armées se positionne au cœur de cette expertise, essentielle au bon fonctionnement des opérations.

Comprendre.

De l'origine du droit des conflits armés

Éviter le cercle vicieux de la barbarie. C'est là l'objectif premier du droit des conflits armés – également appelé droit international humanitaire –, qui doit permettre de conduire les opérations militaires en limitant les effets inhumains de la guerre. Aussi complexes soient-elles, les règles du droit des conflits armés constituent en ce sens une protection précieuse, tant pour les forces armées que pour les populations civiles. Elles encadrent l'action de ces premières tout en épargnant et protégeant ces dernières. Composé de trois domaines spécifiques (le droit de la guerre¹, le droit international humanitaire², et le droit de la maîtrise des armements³), le droit des conflits armés s'applique en période de conflit armé, qu'il s'agisse d'un conflit armé international ou non-international.

Le respect du droit des conflits armés répond avant tout à une logique d'humanité. Cinq principes fondamentaux sous-tendent ce droit. **Le principe d'humanité** repose sur la volonté d'éviter dans toute la mesure du possible les maux superflus engendrés par le recours à la force. De ce fait, le choix des moyens et méthodes de combat n'est pas illimité. **Le principe de distinction**, quant à lui, impose aux belligérants de distinguer les objectifs militaires, qui peuvent être attaqués, des biens et populations

civiles qui ne doivent faire l'objet d'aucune attaque volontaire⁴. Du principe de distinction découle **le principe de nécessité militaire des attaques**, qui ne peuvent être dirigées que contre des objectifs militaires, et l'interdiction de mener des attaques indiscriminées (au nombre de trois : les attaques qui ne sont pas dirigées contre un objectif militaire déterminé, les attaques dans lesquelles les méthodes ou moyens de combat utilisés ne peuvent pas être dirigés contre un objectif militaire déterminé et les attaques dans lesquelles sont utilisées des méthodes ou moyens de combat dont les effets ne peuvent être limités). Le 4^e principe fondamental pose la question de l'adéquation entre les moyens mis en œuvre et l'effet militaire recherché. **Le principe de proportionnalité** vise en effet à s'abstenir de lancer une attaque dont on peut attendre qu'elle cause incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère 1949.

¹ Plus communément appelé « droit de La Haye », il définit un ensemble de règles applicables au combat

² Le droit international humanitaire englobe l'ensemble formé par les conventions de Genève de 1949 et vise à protéger les victimes de la guerre

³ Le droit de la maîtrise des armements entend interdire, limiter et réglementer l'emploi de certaines armes et munitions

⁴ Art. 52 du protocole I additionnel aux conventions de Genève du 12 août

civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu. Si l'application du principe de proportionnalité n'exclut pas que des dommages puissent être incidemment causés à la population civile ou à des biens civils, ces derniers ne doivent pas être excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu. Lorsqu'une opération militaire doit être poursuivie alors qu'il existe des risques pour les civils, ou s'il s'agit d'une défense suite à des attaques par l'adversaire, s'applique alors **le principe de précaution dans les attaques et contre les effets des attaques**. Ce principe est appliqué au regard des informations disponibles autant que faire se peut, que ce soit lors de l'attaque ou contre les effets d'une attaque. Il impose une obligation de moyens et son respect est évalué au regard des précautions prises, et non au regard des effets produits.

Le respect du droit des conflits armés est une garantie d'efficacité dans l'accomplissement de la mission. Droit d'équilibre entre le principe d'humanité et les nécessités militaires, il rejoint le principe d'économie des forces et des moyens. Pour être efficace, le droit des conflits armés doit tendre vers l'universalité et être respecté par le plus grand nombre, tout en étant encadré par des mesures de confiance, de surveillance, de contrôle et de sanction.

Appliquer.

Les commissaires des armées, garants du droit des conflits armés

Les règles du droit des conflits armés sous-tendent l'ensemble de la doctrine militaire française et sont prises en compte à tous les échelons de la hiérarchie militaire (stratégique, opératif et



Le conseiller juridique contribue à la réflexion stratégique collective par la production d'une analyse et délivre un conseil. Il rend compte de la balance entre l'intérêt pouvant être retiré d'une opération militaire et les risques juridiques qu'elle pourrait induire. La phase la plus ardue est de délivrer le meilleur conseil juridique dans des situations parfois très complexes. Le contexte actuel nous oblige à nous remettre en question. Nous sortons de vingt années marquées par des conflits armés non-internationaux.

tactique). Pour la direction des affaires juridiques (DAJ), « l'application du droit reste un impératif catégorique, un outil primordial d'orientation de l'action qui oblige les armées à l'excellence et à l'exemplarité. Il en va de la légitimité et du succès de nos opérations ». Pour cela, deux impératifs : une parfaite maîtrise du droit des conflits armés et une connaissance fine, actualisée, du contexte dans lequel s'inscrivent les opérations des forces armées françaises.

L'objectif ? Conseiller juridiquement le commandement dans la conduite des opérations, conformément au droit international humanitaire. Un rôle qui incombe aux commissaires des armées, véritables garants de l'expertise juridique opérationnelle.

Juristes formés au droit des conflits armés et experts du droit international humanitaire, les commissaires des armées contribuent pleinement au bon déroulement des opérations, en apportant leur conseil directement auprès du commandement des forces, notamment sur l'usage de la force afin que les opérations militaires françaises s'inscrivent dans le respect du droit international.

« À l'heure du retour de la haute intensité, il est déterminant d'être en mesure de percevoir les implications juridiques et opérationnelles des décisions et choix politiques irriguant les opérations militaires afin d'identifier les *modus operandi* adéquats pour que les forces armées déployées puissent réaliser leurs missions dans le respect du droit international humanitaire », explique le commissaire principal (CRP) Laurella, adjointe au chef de bureau droit des conflits armés (DCA) de la DAJ.

« En tant que conseiller juridique, nous conseillons le commandement et apportons une solution qui soit juridiquement convenable et en conformité avec nos engagements internationaux ».

Le bureau droit des conflits armés de la DAJ, armé – entre autres – par trois commissaires des armées, assure l'expertise juridique opérationnelle. « Nous traitons des questions de principe en lien avec les conflits en cours, qu'ils impliquent ou non l'envoi des forces armées sur le terrain, et prodiguons un conseil juridique applicable à moyen





et long terme », précise le CRC2 Joris, chef du bureau. « Les commissaires des armées apportent leur expertise opérationnelle, indispensable pour ancrer la prise de décision dans la réalité des opérations. Leur expérience opérationnelle sur les théâtres d'opération permet une projection du théorique sur le pratique ». Occupant un poste stratégique clé et pas toujours évident, les conseillers juridiques ont ainsi la charge d'évaluer et d'informer le commandement sur le niveau de risque juridique lié à une prise de décision. « Le conseiller juridique contribue à la réflexion stratégique collective par la production d'une analyse et délivre un conseil. Il rend compte de la balance entre l'intérêt pouvant être retiré d'une opération militaire et les risques juridiques qu'elle pourrait induire. La phase la plus ardue est de délivrer le meilleur conseil juridique dans des situations parfois très complexes. Le contexte actuel nous oblige à nous remettre en question. Nous sortons de vingt années marquées par des conflits armés non-internationaux », témoigne le CRC2 Kevin, conseiller juridique au centre de planification et de conduite des opérations (CPCO).

Si les commissaires des armées affectés au bureau droit des conflits armés de la DAJ apportent leur expertise juridique sur les opérations militaires ou sur certains modes opératoires, ils mènent également des réflexions sur des volets et thématiques spécifiques. C'est le cas sur les nouvelles technologies :

« L'implication et les conséquences de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le cadre d'un conflit armé fait partie de nos sujets d'actualité. Notre rôle est de mettre en lumière les lignes rouges, c'est-à-dire les cas où l'emploi des systèmes d'armes létaux autonomes (SALA) violerait les principes du droit international humanitaire, et notamment les principes de distinction et de proportionnalité. Nous proposons donc des solutions alternatives, conformes juridiquement au droit des conflits armés et à nos engagements, à savoir l'autonomie partielle des systèmes avec un contrôle humain », explique le CR1 Nicolas, chargé d'études au bureau DCA. « Le rôle du conseiller juridique est de présenter plusieurs options, plusieurs cadres juridiques applicables. En ce sens, nous élaborons toujours deux-trois scénarii ».



Les commissaires des armées apportent leur expertise opérationnelle, indispensable pour ancrer la prise de décision dans la réalité des opérations. Leur expérience opérationnelle sur les théâtres d'opération permet une projection du théorique sur le pratique .

Transmettre. Diffuser le droit des conflits armés

Reconnue pour sa compétence juridique et sa pratique du droit des conflits armés, la France porte une attention toute particulière au respect du droit international humanitaire et au partage de son expertise dans le domaine. C'est la raison pour laquelle elle s'est engagée à développer la formation au droit des conflits armés. Spécialiste du conseil juridique en opération, c'est au service du commissariat des armées (SCA) en général, et à son état-major opérationnel (EMO) et au centre interarmées du conseil juridique (CIJ) en particulier, qu'a été confiée la mission de créer une formation sur mesure au profit du partenaire ukrainien. « Cette formation répond à une demande des Ukrainiens formulée à l'été 2023 dans le cadre de la mission d'assistance militaire de l'Union européenne en soutien à l'Ukraine (EUMAM) », explique le commissaire en chef de première classe (CRC1) Christophe, chef de l'état-major opérationnel du SCA. « Nous nous sommes rapidement positionnés pour y répondre » ajoute-t-il. Sous l'impulsion de son état-major opérationnel, le SCA a ainsi mis en place une task force chargée d'organiser des stages de formation⁵, dispensés par les LEGAD du Service. Le but ? Rappeler les grandes règles du droit des conflits armés et fixer les lignes rouges. Etalée sur cinq jours, la formation est axée sur les grands principes qui encadrent la conduite des hostilités dans les conflits armés internationaux. « Le succès rencontré par la première session, en décembre 2023, a donné lieu à l'organisation de deux nouvelles sessions en mars dernier », explique le commissaire en chef de deuxième classe (CRC2) Yann, adjoint au bureau Plans de l'EMO-SCA et responsable de la planification de la formation. « Lors de la session de décembre, une trentaine d'Ukrainiens ont été formés, qu'ils soient sous-officiers ou officiers supérieurs. Seul un tiers d'entre eux avaient déjà eu une sensibilisation au droit international humanitaire auparavant. La formation s'adresse aussi bien aux officiers juristes qu'aux cadres ayant vocation à encadrer et diffuser le droit des conflits armés au sein de l'armée ukrainienne ». Obligation de distinguer les civils des combattants lors d'une frappe, nécessité de limiter les dommages collatéraux, interdiction d'achever les blessés... autant de principes issus des Conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels de 1977 évoqués dans les modules de formation.

« Le contenu de la formation est spécifiquement adapté au conflit russo-ukrainien, qui est un conflit armé international », explique le CR1 Claire adjointe au chef de bureau conseil juridique du CIJ et formatrice lors des deux dernières sessions. « Les basiques, tels que les généralités en droit des conflits armés, les statuts internationaux, la conduite des hostilités, etc., sont bien évidemment évoqués mais le contenu de la formation est construit de manière à ce qu'il colle le plus possible à la réalité du conflit. Le ciblage et le cyber sont par exemple particulièrement étudiés puisque ce sont deux domaines importants dans le conflit ; à l'inverse, on ne s'attarde pas trop sur les opérations en mer ». Un contenu qui évolue d'une session à l'autre, au gré de l'évolution du conflit. « Tous les modules ont été revus entre la première session de formation et la seconde. Le conflit évolue, nous devons adapter notre enseignement. L'évolution du conflit a également entraîné une évolution dans les attentes des ukrainiens, ils sont par exemple désormais demandeurs d'un enseignement sur les drones ».



les forces armées ukrainiennes est une des clauses nécessaires à l'exportation d'un certain nombre d'armements par l'Occident. Nous avons l'obligation, au titre des conventions de Genève, de diffuser et promouvoir le droit international humanitaire ».

Si la formation est bénéfique aux soldats ukrainiens, elle l'est également aux LEGAD français qui la dispensent. « Professionnellement et humainement parlant, c'est enrichissant pour nos LEGAD d'être en prise directe avec des soldats d'une guerre de haute intensité. La France a plus l'habitude des conflits armés non-internationaux que des conflits internationaux », témoigne le CRC2 Yann. Une plus-value reconnue par les formateurs eux-mêmes : « Avec le conflit russo-ukrainien, nous redécouvrons la haute intensité et le conflit armé international. Nous avons l'habitude d'appliquer le droit des conflits armés en temps de paix, dans un contexte où nous avons le temps de réfléchir aux grands principes de proportionnalité et de distinction dans l'attaque. Quand vous êtes face à un ennemi qui agit de façon soudaine et continue, comme c'est le cas dans le cadre du conflit russo-ukrainien, le temps de réflexion et d'analyse est réduit. Les échanges sont très importants, ils nous apportent autant que nous leur apportons, c'est très enrichissant », ajoute le CR1 Claire. « Et il y a un véritable enjeu à cette formation puisque le respect du droit international humanitaire par

Appliquer, transmettre et diffuser. Les commissaires des armées sont les garants, avec le commandement, du respect du droit international humanitaire par les forces armées françaises. S'ils s'assurent de la conformité des engagements opérationnels avec le droit des conflits armés, ils jouent un rôle crucial dans la diffusion de ce dernier. Dans un contexte international marqué par le retour de la guerre de haute intensité et la désinformation accrue, il apparaît plus que nécessaire de montrer qu'emploi de la force armée et respect du droit international humanitaire ne sont pas incompatibles et que la France conduit ses engagements opérationnels en conformité avec le droit des conflits armés. ■

⁵ Cette task force était composée notamment de commissaires des armées, LEGAD, stagiaires à l'Ecole de guerre, affectés à la DAJ, à l'EMA/JUOPS et au CIJ

Le directeur central en visite à la direction du commissariat d'outre-mer aux Émirats arabes unis

Rédacteur : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



Le directeur central du service du commissariat des armées, le commissaire général hors-classe (CRGHC) Philippe JACOB, s'est rendu aux Emirats arabes unis (EAU) du 6 au 8 mars pour une visite de commandement au sein de la direction du commissariat d'outre-mer (DICOM) FFEAU. Objectif de ce déplacement : évaluer et appuyer le soutien SCA au profit des forces armées déployées aux Émirats arabes unis (EAU).

Résolument tournée vers le soutien courant et opérationnel aux forces armées stationnées aux Emirats arabes unis, la DICOM FFEAU œuvre dans un environnement complexe et évolutif.

« La DICOM des forces armées françaises stationnées aux Émirats arabes unis est particulière par son format très externalisé et résolument tournée vers l'opérationnel. En plus de regrouper des missions qui sont tenues en France par différents organismes, telles que celles relatives à un groupe-ment de soutien, à une plateforme-commissariat, à un service local du contentieux ou à un établissement logistique du commissariat des armées (ELoCA), elle répond à l'engagement opérationnel du Service et doit ainsi être prête à soutenir tout engagement opérationnel des forces stationnées ou déployées sur le territoire », témoigne le CRC1 Yannick, chef de la DICOM FFEAU.

Composée d'une cinquantaine de personnels, dont 40% en mission de courte durée (MCD) et 60% en mission de longue durée (MLD), la DICOM FFEAU délivre un soutien en continu à environ 700 militaires présents en permanence au sein des unités des trois armées déployées sur les trois emprises des FFEAU : la base navale (emprise sur laquelle se situent également les services interarmées), la base aérienne 104 (BA104) et le 5^e régiment de cuirassiers (5^e RC). À l'occasion de sa visite de commandement, le directeur central du SCA, accompagné du chef de la division exploitation (DIVEX) du SCA, le CRG2 Bruno LESCURE, s'est rendu sur chacun des sites afin d'évaluer le soutien SCA délivré au profit des unités spécifiques. « *La DICOM FFEAU est en mesure d'assurer le soutien courant et opérationnel au profit des trois armées déployées sur le territoire et engagées sur l'ensemble de la région. La qualité du soutien délivré par la DICOM dans tous les domaines est essentielle et précieuse pour les forces armées* » a témoigné le commandant de la base navale, le capitaine de frégate Christophe. Une qualité du soutien soulignée également par le commandant du 5^e RC le colonel Yann DE LA VILLEON, et le commandant de la BA104, le colonel Patrick BRYANT.

Le directeur central s'est également entretenu avec le commandant des forces françaises stationnées aux EAU, le vice-amiral Emmanuel SLAARS, sur les enjeux opérationnels, d'administration, de logistique et de soutien spécifiques aux FFEAU. Compte-tenu du caractère opérationnel des forces françaises déployées aux EAU et du contexte régional dans lequel elles évoluent, la DICOM doit faire preuve d'une grande réactivité et d'une capacité d'adaptation importante pour être en mesure de soutenir les forces en tout temps, tout lieu, toutes circonstances. Afin d'assurer ce soutien dans le cadre de la montée en puissance de l'activité opérationnelle des FFEAU, la DICOM participe à des exercices au cours desquels est déployé le module 150. Le but ? Être prêt à soutenir un engagement opérationnel des unités et répondre ainsi à celui du Service. L'adjudant-chef Stephan, chef d'antenne



Je suis conforté dans la certitude que vous êtes les femmes et les hommes qu'il faut pour assurer le soutien Commissariat dont les forces ont besoin pour remplir pleinement leur mission.

DICOM au sein du 5^e RC, et le commissaire principal Marie, chef de la division conduite du soutien (DCS), ont ainsi présenté l'exercice El Himeimat au directeur central et le déploiement de matériels de vie en campagne réalisé au profit du 5^e RC.

Au travers de visites et d'échanges avec les différentes divisions, le CRGHC Philippe JACOB a pu mesurer le travail fourni par le personnel et apprécier la richesse de l'offre de services délivrée par la DICOM FFEAU. Lui ont notamment été présentés le volet logement des familles, par le lieutenant-colonel Sébastien, commandant en second du groupement de soutien et chef de la division organique, le volet juridique, par le commissaire principal Aïcha, officier juriste de la DICOM et conseiller juridique auprès du commandant de la force, la division métiers par le commissaire principale Sonia, la division conduite du soutien par le commissaire principal Marie, et la division administration du personnel par le commandant Laurent, avec des spécificités propres à la DICOM FFEAU telles que le bureau des accès ou le bureau immigration.

Cette visite de commandement a également été l'occasion pour le directeur central de s'entretenir avec les différentes catégories de personnel qui travaillent à la DICOM FFEAU, au travers de tables rondes catégorielles.





Atypique et opérationnelle, la DICOM FFEAU œuvre au quotidien dans un environnement qui évolue au gré de l'administration émirienne et du contexte géostratégique avec un seul objectif : délivrer un soutien qualitatif et adapté aux forces armées françaises stationnées aux Émirats arabes unis. « *Notre raison d'être est de soutenir les forces. Je suis conforté dans la certitude que vous êtes les femmes et les hommes qu'il faut pour assurer le soutien Commissariat dont elles ont besoin pour remplir pleinement leur mission* » a conclu le directeur central du SCA. ■



La DICOM des forces armées françaises stationnées aux Émirats arabes unis est particulière car résolument tournée vers l'opérationnel.



Zoom sur...

Le bureau des accès de la DICOM FFEAU : point d'entrée sur les emprises militaires

Le bureau des accès de la direction du commissariat aux Émirats arabes unis (EAU) a un rôle clé : il assure l'entrée et la sortie sur les différents sites de tout le personnel militaire et civil qui œuvre au profit des forces françaises stationnées aux Émirats arabes unis (FFEAU). « Cela inclut à la fois le personnel qui œuvre sur les emprises militaires, les sociétés civiles qui travaillent au profit de la force française, le personnel en exercice, le personnel en renfort, les autorités en visite, le personnel en transit, etc. », explique l'adjudant (ADJ) Hakima, chef du bureau des accès de la DICOM FFEAU.

Le bureau des accès de la DICOM traite toutes les demandes d'accès pour les trois emprises militaires des forces françaises (base navale, base aérienne et 5^e régiment de cuirassiers).

« Le bureau est composé de quatre personnes : deux personnels civils, un militaire en mission de courte durée et un en mission de longue durée ». Laure, personnel civil de recrutement local, est chargée de réceptionner toutes les demandes d'accès émanant des sociétés civiles qui œuvrent au profit des FFEAU.

« Je m'assure que tout est en ordre et qu'aucun document n'est manquant, avant de les transmettre aux autorités militaires émiriennes », explique-t-elle. Les emprises militaires françaises étant localisées sur les bases émiriennes, l'accès à ces dernières est régi par les autorités locales.

« Nous faisons l'interface entre le personnel qui demande à entrer sur la base, et les autorités militaires émiriennes », émoigne Fanny, personnel civil de recrutement local chargée des accès de tout le personnel militaire et civil.

Le bureau des accès de la DICOM FFEAU traite plus de 20 000 demandes par an. « Nous recevons les demandes de France ou du bureau J1 (effectifs) de l'état-major interarmées, avec toutes les informations et documents nécessaires à la constitution du dossier pour accéder aux emprises. Nous préparons ensuite les lettres d'accès, qui sont à traduire en arabe avec la plus grande précision. Nous adressons ensuite les lettres aux autorités émiriennes pour validation. Sans cette lettre d'accès validée par les autorités, le personnel ne peut pas accéder aux emprises militaires des FFEAU », précise l'ADJ Hakima. Un poste où le relationnel, la réactivité, l'adaptation et l'anticipation priment. « Nous sommes en relation constante avec nos correspondants émiriens. Nous devons nous adapter à leur mode de travail, à leurs pratiques et à leurs coutumes. Parler et écrire l'arabe est par ailleurs essentiel pour pouvoir communiquer, notamment dans le cas de désignations ou de visites de dernière minute qui requièrent une procédure d'urgence et le maintien d'une relation de confiance avec notre partenaire ». Un poste exigeant mais enrichissant, tant professionnellement que personnellement : « Être en contact au quotidien avec les émiriens est un véritable avantage et peut être qualifié d'échange culturel, nous apprenons beaucoup ».



Visionnez
la visite du DCSCA
à la DICOM FFEAU



Paris 2024. Planifier une opération de soutien d'envergure

Rédacteur : Marion LOTTEGIER

Illustration : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



Evènement majeur de l'année 2024 pour le pays, les Jeux olympiques et paralympiques de Paris le sont également pour les armées. Plus de 15 000 militaires seront ainsi mobilisés en appui des forces de sécurité intérieure. Des forces armées qu'il faut soutenir. Un défi pour le service du commissariat des armées. « Pour le SCA, les Jeux olympiques et paralympiques de Paris sont une opération de haute intensité », précise le commissaire général de 1^{re} classe Olivier MARCOTTE, directeur adjoint du SCA.

« Pour soutenir cette force, le SCA déploie des moyens matériels et financiers hors-normes, qui requièrent la mobilisation de l'ensemble du Service. Alimentation, hébergement, transports, mobilité, équipements... toutes les fonctions du soutien Commissariat dans les domaines du multi-services, de l'administration et de la logistique, sont mobilisés ». Un soutien au rendez-vous de la plus importante opération jamais conduite par nos armées sur le territoire national en temps de paix. « Grâce à une planification pointue et anticipée, la manœuvre de soutien est organisée, coordonnée, réactive et parée ».

ORGANISER.

Comme toute opération, le soutien aux Jeux olympiques et paralympiques 2024 requiert une planification pointue.

Au sein de l'état-major opérationnel (EMO) du SCA, il incombe au bureau « Plans » (S5) de rendre – compte, étape par étape, à l'adjoint au sous-chef Opérations de l'EMA, au Gouverneur Militaire de Paris et parfois au Cabinet du MINARM du soutien



commissariat tel qu'il a été pensé. Pour ce faire, il assure, en interne du SCA, le pilotage et la planification des modes d'actions qui seront mis en œuvre tout au long de cet évènement planétaire. « La planification de cette opération a débuté en décembre 2022, par la mise en place d'un groupe pluridisciplinaire de planification opérationnelle (GPPO). Il permet de fédérer de nombreux acteurs autour d'objectifs communs et de disposer d'un échelon de synthèse à la croisée de tous les chemins », explique le CRC2 Mikaël, chef du bureau.

Présidés par le directeur central adjoint du SCA, les GPPO Jeux olympiques et paralympiques (14 au total) ont permis d'avoir la vision stratégique la plus globale et transverse possible. L'intérêt étant d'aiguillonner les différents acteurs dans leurs travaux dans chacune des onze fonctions du soutien Commissariat. Une comitologie qui permet de fluidifier les échanges au sein de la chaîne SCA, tant au niveau stratégique qu'opératif et tactique. La force du GPPO réside dans la mise en commun des idées. Budget, finances,



administration, restauration, loisirs, marchés publics, habillement, équipement, hébergement, transport... tous les segments du soutien SCA sont mobilisés au regard de l'importance de cette opération que sont les Jeux olympiques et paralympiques 2024, à des degrés divers. « *Sous l'impulsion de l'EMO-SCA, le soutien à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 requiert la mobilisation et l'implication des sous-directions de la Direction centrale, de l'ensemble des centres interarmées du soutien, de certaines PFC, des ELoCA... Comme pour toute opération des forces armées, la planification du soutien est cruciale. Il est impératif que le soutien soit en place et opérationnel avant l'arrivée des premiers effectifs. Nous devons donc être au rendez-vous. Le soutien à cette force mobilise des volumes humains, matériels et financiers hors normes.*



Le soutien à la force de sécurisation mobilise des volumes humains, matériels et financiers hors-normes. La planification de ce soutien nécessite donc une rigueur particulière et une vigilance extrême.

Sa planification nécessite donc une rigueur particulière et une vigilance extrême », précise le CRC2 Mikaël. Anticipation des achats capacitaires pour être au rendez-vous de 2024, du budget alloué aux armées, construction puis mise en œuvre de la convention-cadre avec l'Économat des Armées (EdA), ventilation des hébergements, mise à disposition et déploiement du matériel de vie en campagne, organisation de la perception de l'équipement individuel, conception du transport et de la mobilité de la force pendant toute la durée des Jeux, réflexion autour de la résilience de nos marchés publics, participation à la rédaction des ordres stratégiques... une planification du soutien à la hauteur de l'importance de cet événement.

DIALOGUER.

« *L'opération de soutien à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 a cette spécificité d'impliquer une multitude d'acteurs, dont certains avec lesquels nous n'avons pas l'habitude de travailler* », confie le CRC2 Mikaël.

La planification et la construction du soutien qui sera mis au profit de cette force se fait nécessairement de concert avec le GMP, acteur clé dans l'opération. Garant de l'action des armées dans la zone Île-de-France et leader du dialogue civilo-militaire (DCM) avec



les acteurs clés de l'organisation des Jeux tels que la mairie de Paris et la délégation interministérielle des jeux olympiques (DIJOP) rattachée au Premier Ministre. Autres acteurs phares et inédits dans le travail de planification du soutien : la préfecture de police de Paris et Île-de-France Mobilité. « *La sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 est une opération d'envergure pour les armées. Si le positionnement des camps a été pensé pour qu'ils soient autant que possible à proximité immédiate des sites de patrouille, il convenait de faire en sorte que la force soit le plus mobile possible. L'impératif opérationnel prime. La force doit être réactive et ne pas être freinée dans sa manœuvre opérationnelle. La mobilité devient un facteur clé. Pour cela, le centre interarmées du soutien à la mobilité (CIMob) a travaillé avec un autre acteur phare, la préfecture de police de Paris et Île-de-France Mobilité, afin de doter la force de sécurisation d'un Pass spécifique qui lui permettra de circuler gratuitement, à tout moment de la journée.* »



Pour les Jeux olympiques et paralympiques, les modalités d'utilisation du Pass Sentinelle ont été revues et augmentées, passant ainsi de 30 à 40€ par homme et jour.

EXTERNALISER.

« Dans le cadre du soutien à la force de sécurisation des Jeux, le choix a été fait il y a plus d'un an de mettre en œuvre un principe d'externalisation anticipative, contrairement à ce qui se fait traditionnellement en opération où le soutien est d'abord assuré en régie par le SCA puis, une fois la situation sécuritaire stabilisée, nous laissons place peu à peu à l'externalisation. Dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques 2024, nous avons externalisé un maximum de prestations auprès de l'Econamat des Armées (EdA) afin que le SCA puisse conserver sa capacité d'action (ses ressources) et sa réactivité, notamment en cas de dégradation de la situation sécuritaire ou de déclenchement d'une opération en parallèle », explique le CRC2 Mikaël. Si le choix de l'externalisation a été fait, le SCA fut en première ligne pour mener ce chantier. « L'état-major des armées (EMA), en la personne de l'adjoint au sous-chef Opérations, a confié dès janvier 2023 le mandat sur l'externalisation au SCA », précise-t-il. Un mandat, confié par l'EMA au SCA, qui dépasse les seules fonctions du soutien Commissariat. Une véritable preuve de confiance en la capacité du Service à mener un tel chantier, au-delà de son périmètre naturel stricto sensu. Pour mener à bien cette externalisation auprès de l'EdA, il a fallu construire un support contractuel ad hoc. Un travail mené avec la plateforme Commissariat Sud-Est (PFC). « La PFC Sud-Est est le pouvoir adjudicateur unique pour l'Econamat des Armées », explique Jean-François LOPEZ, directeur de la PFC Sud-Est. « Nous avons donc été en charge de la rédaction et

LE GPPO UN OUTIL DE PLANIFICATION CLÉ

Exercice ORION, soutien sur le flanc Est de l'Europe, Jeux olympiques et paralympiques 2024... le groupe pluridisciplinaire de planification des opérations (GPPO) est un outil clé pour le SCA dans l'organisation et la planification du soutien délivré aux forces armées. « L'expertise apportée par chacun des domaines prend de la valeur dès lors qu'elle est mise en commun » précise le directeur central adjoint du Service, le CRG1 Olivier MARCOTTE. Piloté par le bureau « Plans » (S5) de l'EMO-SCA, les GPPO permettent de réunir les différents acteurs du soutien autour d'objectifs communs et assurent une fluidité des échanges et un partage de l'information au sein de la chaîne SCA.

la mise en œuvre de la convention-cadre avec l'EdA pour le soutien à la force de sécurisation. Cette convention permet une prise en compte par l'EdA de l'hébergement, de l'alimentation, ou d'autres périmètres des forces déployées en région parisienne ».

Malgré le choix de l'externalisation anticipative, le SCA apporte un soutien de taille dans ses domaines phares. « Tout le mobilier intérieur des structures d'hébergement est fourni par le SCA (lits picots, armoires de campagne, tables et chaises) que le personnel soit hébergé dans une structure temporaire de l'EdA ou bien sous une tente du SCA. Du matériel de vie en campagne sera par ailleurs déployé sur certains sites où le soutien sera opéré en régie : élément tracté de cuisson (ETRAC), conteneurs douches, unités de traitement du linge en campagne (UTLC), rampes lavabo, remorque lave-vaisselle, citernes, tentes et climatiseurs seront ainsi exploités durant cette période ». Du matériel SCA sera également prépositionnés sur différents sites sur le territoire national métropolitain, sous forme de parc d'alerte, afin de soutenir, durant le déroulement des Jeux olympiques et paralympiques



Le choix de l'externalisation a été fait au regard du contrat opérationnel du SCA. Nous avons externalisé un maximum de prestations auprès de l'EdA afin que le SCA puisse garder sa capacité d'action, notamment en cas de dégradation de la situation sécuritaire ou de déclenchement d'une opération en parallèle.



LE BUREAU S5 DE L'EMO-SCA, ACTEUR CLÉ DANS LA PLANIFICATION DU SOUTIEN AUX OPÉRATIONS

Le bureau S5 « Plans » de l'EMO-SCA est le point d'entrée des travaux de planification menés par le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) pour le soutien aux opérations.

Le bureau S5 a la responsabilité des travaux d'anticipation, de planification et le suivi de leur mise en œuvre.

Il est associé à chaque étape du processus de planification interarmées et veille de façon systématique à la bonne prise en compte des questions relevant du soutien opérationnel SCA.

Il participe à de nombreux groupes de planification opérationnelle.



2024, l'échelon national interarmées (ENIA JOP) en cas de déclenchement sur ordre pour faire face à un événement imprévu. « Ce prépositionnement de matériel répond à un seul objectif, qui est la raison d'être du SCA : avoir de la réactivité le moment venu pour soutenir les forces armées en tout temps, tout lieu, toutes circonstances ».

SOUTENIR.

En tout lieu. 15 000 militaires au total. Des volumes humains, matériels et financiers hors-normes pour soutenir la plus grosse opération jamais conduite sur le territoire national. « Plus de 15 000 militaires seront mobilisés pour armer la force de sécurisation. C'est un défi de taille pour le soutien ». Parmi les autres défis à relever, celui de la restauration. « Aujourd'hui, avec le Pass Sentinelle, la force déployée pour assurer la sécurisation du territoire national peut se restaurer dans un réseau d'enseignes définies. Pour les Jeux olympiques et paralympiques 2024, les modalités d'utilisation de cette carte ont été revues et augmentées, passant ainsi de 30 à 40€ par homme et jour avec une souplesse d'emploi accrue ». Des conditions de soutien spécifiques pour une opération particulière.

Pour être au rendez-vous de l'enjeu opérationnel que représentent les Jeux olympiques et paralympiques 2024 et assurer le soutien aux forces armées, le SCA a positionné, au sein de l'état-major opérationnel de la zone de défense de Paris (EMZD-P), un J8-SH. Son rôle ? Coordonner le soutien Commissariat au niveau opératif. « Le J8-SH a un rôle de coordination. Il agit comme une courroie de transmission entre l'échelon stratégique qui conçoit la manœuvre de soutien – l'EMO-SCA – et l'échelon tactique qui honore les besoins des forces au plus près – le GSBdD Île-de-France. Il est l'interface privilégiée de tous ces acteurs ».



L'impératif opérationnel prime. La force doit donc être réactive et ne pas être freinée dans sa manœuvre opérationnelle. La mobilité était donc un domaine clé du soutien. La force de sécurisation sera donc dotée d'un Pass spécifique, gratuit, qui lui permettra de circuler dans les deux sens, à tout moment de la journée, afin de pallier les contraintes majeures de déplacement qui pourraient subvenir pendant la période olympique.

Une manœuvre de soutien organisée, coordonnée, réactive et parée pour être au rendez-vous. C'est là tout l'enjeu de la planification. Les volumes humains mobilisés pour cette opération sont tels que l'EMO doit redoubler de vigilance. Rien n'est à la marge, une décision dans un domaine du soutien peut avoir des répercussions décuplées dans toutes les autres fonctions Commissariat. « En planification, le moindre petit curseur qui est bougé fait tout bouger, il faut être extrêmement pointilleux et vigilant. C'est une mission extrêmement intéressante, unique, inédite et aussi passionnante que prenante. La construction du soutien des militaires qui sécuriseront les Jeux olympiques et paralympiques, on ne le vit qu'une fois dans sa carrière... et dans sa vie ! » témoigne le CRC2 Mikaël. ■



ENTRE PRESTIGE ET RUSTICITÉ, ZOOM SUR L'EXCELLENCE DES CUISINIERS DES ARMÉES

Si la restauration est une fonction de l'ombre, elle est indispensable au quotidien. « *Le soldat combat parfois, marche souvent, mais mange tous les jours* » déclarait Napoléon. Et en matière de cuisine, l'armée française est l'une des plus reconnues au monde. Avec depuis toujours, un mot d'ordre : l'excellence.

« L'excellence des cuisiniers, militaires comme civils, du service du commissariat des armées passe par leur grande polyvalence. Ils doivent pouvoir faire le grand écart entre la restauration collective du quotidien et la cuisine de prestige au profit des autorités, mais également être capables de basculer sur la rusticité de la cuisine de campagne. En d'autres termes, ils sont en mesure de proposer de la cuisine de qualité en tout lieu et en toutes circonstances ! La force de nos cuisiniers, c'est leur adaptabilité ».

Commissaire général de 2^e classe Olivier GOUDARD, directeur du centre interarmées du soutien restauration loisirs (CIRL).

Rédacteur : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense ; EMA/Défense ; ESCA/SCA/Défense

UNE FORMATION EXIGEANTE...

On ne s'improvise pas cuisinier dans l'armée. Le soldat doit apprendre les techniques du métier et les difficultés du terrain. Depuis plus de cent ans, l'école des spécialités du commissariat des armées (ESCA) forme les militaires aux métiers de la restauration. Tous les ans, plus de 500 cuisiniers en sortent diplômés. Et les formateurs enseignent une chose essentielle : ce n'est pas le matériel qui fait le chef. La qualité doit être au rendez-vous, peu importe l'outil sur lequel il travaille et peu important les conditions dans lesquelles il exerce. L'enseignement de la bonne cuisine va de soi.



Dans les armées aussi, nous pouvons faire de la bonne cuisine.

Rigueur, minutie, patience, concentration, humilité, dépassement de soi. Autant de qualités nécessaires pour atteindre l'excellence. Des qualités similaires à celles requises pour être militaire. « On rapproche souvent la cuisine aux armées. Ce n'est pas pour rien que l'on parle de brigade dans une cuisine. Il y a un parallèle entre les deux. Être cuisinier, c'est un engagement de tous les instants. Comme être militaire », témoigne Guillaume, chef cuisinier du GSBdD de Poitiers-Saint-Maixent, vainqueur du Trident d'Or 2019. « Il y a un esprit de cohésion et de partage très fort en cuisine, qui rappelle l'esprit des forces armées. Ensemble, on fait de grandes choses et on va plus loin ». Chaque année, des dizaines de cuisiniers suivent des formations diverses et variées pour développer leurs compétences et renforcer leur savoir-faire dans le domaine de la restauration. « L'ESCA propose un spectre large de formation adapté aux besoins et aux situations d'emploi, de la cuisine de campagne au service autorité », explique le commissaire en chef de 2^e classe Pierre-Louis, directeur général de la formation à l'ESCA. Parmi elles : la formation à la cuisine de prestige. Objectif ? Permettre aux cuisiniers de développer leur créativité culinaire et maîtriser les techniques pour créer de nouvelles recettes et développer la saveur des produits. « Les meilleurs cuisiniers sont ceux qui travaillent le produit, qui lui donnent toute sa saveur et le mettent en valeur. Ils doivent savoir manier avec justesse les inspirations fortement personnelles et la technicité nécessaires à la réalisation d'un plat », confie le chef Christian Têtedoie, Meilleur Ouvrier de France.

Pour atteindre l'excellence, le centre interarmées du soutien restauration loisirs (CIRL) permet aux cuisiniers des armées de suivre des formations dans des établissements de renom. « Nous proposons des formations à l'Ecole Ducasse, qui est une référence en matière d'excellence pédagogique dans le domaine des arts culinaires et de la pâtisserie », explique le CR2 Anne, adjoint au chef de bureau formation du CIRL.

Le goût et l'esthétisme ne sont pas les seules caractéristiques



d'une cuisine d'excellence. « On ne cuisine plus comme hier », confie le chef Christian Têtedoie. « Pour faire de la bonne cuisine, il faut absolument intégrer la notion d'écologie, de cuisine durable ». Et dans ce domaine, l'armée n'est pas en reste. « Les cuisiniers des armées sont précurseurs de la bonne



On ne cuisine plus comme hier. Pour faire de la bonne cuisine, il faut absolument intégrer la notion d'écologie, de cuisine durable.

cuisine », explique le commissaire en chef de 1^{re} classe Bruno, chef du bureau restauration-loisirs de la direc-

tion centrale du SCA. « Nous privilégions les circuits courts, les produits labellisés bio, le fait maison et nous respectons les obligations législatives - telles que la loi EGALIM par exemple - que ce soit au quotidien comme lors des concours culinaires ». Utilisation et valorisation des produits locaux et de saison issus de circuits courts et de fournisseurs responsables, alternatives végétariennes sublimant la richesse des céréales et des légumineuses... la cuisine dans les armées est soucieuse de l'écologie... et de la santé de ses consommateurs !

...POUR ATTEINDRE L'EXCELLENCE

Chaque jour, les cuisiniers des cercles réalisent une véritable prouesse technique : élaborer un repas complet (entrée, plat, fromage, dessert) avec un budget limité (4€ TTC par repas),



tout en respectant les normes fixées par les armées.

Des prestations régaliennes auxquelles s'ajoutent des prestations particulières, vitrine du savoir-faire et de l'excellence culinaire des spécialistes de la restauration militaire. En première ligne de celles-ci : le concours culinaire du Trident d'Or, véritable Top Chef des armées. Ce concours, dont la 5^e édition vient de s'achever, vise à renforcer l'excellence des cuisiniers du ministère des armées, en leur imposant notamment des moyens restreints (prix moyen du menu, gaspillage proscrit, etc.) et des conditions de travail et d'exigence différentes du quotidien. Une tradition de concours qui remonte à la Grande Guerre et qui vise à renforcer l'excellence culinaire militaire. « Le concours du Trident d'Or est l'occasion pour les cuisiniers qui servent au sein du SCA de montrer toute l'étendue de leurs

compétences, toute leur maîtrise, toute leur expertise, et d'être au contact des plus grands chefs, comme notamment les chefs des Toques françaises, qui portent au plus haut l'excellence de la cuisine française », témoigne le commissaire général hors-classe (CRGHC) Philippe JACOB, directeur central du service du commissariat des armées. « Les cuisiniers militaires savent à la fois faire de la restauration collective, qui est leur travail de tous les jours, et en même temps ils sont capables de réaliser des prestations particulières de haut niveau, d'un niveau tout à fait gastronomique. En cela, ils se



L'excellence des cuisiniers du SCA passe par leur grande polyvalence. Ils doivent pouvoir faire le grand écart entre la restauration collective du quotidien et la cuisine de prestige et être capables de basculer sur la rusticité de la cuisine de campagne.

rapprochent des grands chefs cuisiniers ». Une excellence et un savoir-faire soulignés par le chef Thierry Marx : « Nous ne sommes pas sur le même segment professionnel mais les cuisiniers des armées sont comme nous ; ils travaillent comme nous mais pour un volume plus important ».

Choix des produits, techniques utilisées, organisation du plan de travail, respect des normes d'hygiène et de sécurité, créativité... autant de critères évalués par le jury du Trident

d'Or, composé des grands noms de la gastronomie française. Un honneur et une reconnaissance pour les cuisiniers des armées.

« Être évalué et coaché par un jury prestigieux, composé des grands noms de la gastronomie française, comme Thierry Marx, Ghislaine Arabian, Guillaume Gomez ou encore Christian Têtedoie, est un honneur et c'est ce qui nous permet de nous améliorer et de viser l'excellence. Ce sont tous ces regards d'excellence portés sur nous qui nous permettent de l'atteindre à notre tour et d'être crédibles dans le domaine de la gastronomie », témoigne Guillaume. « Savoir que notre cuisine plaît, que ce que l'on fait plaît, c'est une immense fierté. Qui plus est lorsque l'on parvient à atteindre l'excellence en respectant toutes les contraintes inhérentes au milieu militaire ».

Les concours culinaires visent à démontrer le savoir-faire des cuisiniers des armées. Mais ils permettent également la reconnaissance de l'excellence de la filière restauration du Service. « La participation – et la victoire ! – de nos cuisiniers aux concours culinaires de prestige tels que le Trident d'Or, Fort-Lee ou les olympiades culinaires (IKA) est une consécration de la filière restauration dans son ensemble. La restauration est une fonction de l'ombre mais pourtant indispensable au quotidien. Ces concours sont une belle opportunité





de donner une reconnaissance à ceux qui le méritent. Dans les armées aussi nous pouvons faire de la bonne cuisine ! », confie le commissaire général de 1^{re} classe (CRG1) Rodolphe SCHEEL, officier général directeur des Activités du SCA.

Si le Trident d'Or est une vitrine de l'excellence culinaire militaire, celle-ci se manifeste également loin du confort des cuisines étoilées.

« Nos cuisiniers doivent être en mesure de faire du prestigieux avec très peu, et en milieu hostile », explique le CRG2 GOUDARD. Car s'ils sont cuisiniers, ils sont avant tout soldats et sont donc amenés à être projetés en opération extérieure.

Si les fourneaux d'une cuisine de campagne n'ont rien à voir avec ceux d'une cuisine d'un cercle, le savoir-faire acquis par les cuisiniers militaires leur permet de faire de la bonne cuisine même en milieu dégradé.

Objectif ? Améliorer le repas pour soutenir le moral. « Le moral des troupes en opération est soutenu par les repas. Le lien social que procure la restauration est un moment essentiel pour le moral des troupes », témoigne l'adjudant Mikaël, responsable RHL sur la mission AIGLE. « Nous faisons en sorte que celui-ci soit un moment de plaisir, surtout au moment des fêtes de fin d'année ». Et ce malgré des conditions dégradées, comme l'explique le caporal-chef (CCH) Sébastien, déployé en tant que cuisinier sur la mission AIGLE au moment des fêtes de fin d'année 2023 :

« Les conditions dégradées inhérentes au contexte opérationnel rendent forcément la réalisation de repas plus compliquée. Sur un élément lourd de cuisson (ELC 500), les temps de cuisson sont plus longs, ce qui demande nécessairement plus de surveillance



Nos cuisiniers doivent être en mesure de faire du prestigieux avec très peu, et en milieu hostile.

et de vigilance. Cela requiert une adaptation, à la fois dans nos manières de cuisiner et dans l'élaboration des menus. La période hivernale et les conditions climatiques spécifiques à la Roumanie

nécessitent également une vigilance accrue ».

Des conditions de travail dégradées qui n'entravent pas la capacité du personnel à faire du prestigieux. Queues de homard sauce vanille, foie gras et conflit d'oignons, feuilletés d'escargot, filet de bœuf sauce morilles, pavé de maigre, queue de langouste ou encore bûches maison... Le but recherché ?

« Faire plaisir aux soutenus tout en se faisant plaisir. Nous n'avons pas l'occasion de pratiquer la cuisine gastronomique tous les jours, qui plus est sur du matériel de vie en campagne. D'un point de vue professionnel, c'est une expérience très valorisante et extrêmement enrichissante ».

En sus de l'activité régaliennne, les cuisiniers militaires déployés en opérations extérieures sont amenés à réaliser des prestations de prestige. L'occasion de démontrer que leurs talents culinaires s'exercent en tout lieu... et en toutes circonstances !

Que ce soit au quotidien dans les cuisines de leur organisme, en opérations extérieures sur des cuisines de campagne, lors des prestations spéciales aux hautes autorités ou à l'occasion de concours prestigieux aux quatre coins du globe, les cuisiniers des armées prouvent chaque jour que la gastronomie française est à la hauteur de sa réputation... et ce même dans les armées ! ■



DU TRIDENT D'OR À FORT LEE EN PASSANT PAR L'IKA ET LE CONCOURS MILITAIRE D'ART CULINAIRE, LES CUISINIERS DES ARMÉES FONT BRILLER LA FRANCE AUX QUATRE COINS DU MONDE

2019. L'équipe de France militaire de cuisine remporte le titre de champion du monde lors du concours culinaire militaire de Fort-Lee (États-Unis). Un titre remis en jeu tous les deux ans, avec, chaque année, de nouvelles médailles remportées. Tout comme lors du concours culinaire international IKA 2024, qui s'est tenu en février dernier en Allemagne : médaille d'or dans la catégorie « restauration collective » (*Community catering*) pour l'équipe de France

militaire. Dernière victoire en date : celle remportée par lors du concours militaire annuel d'art culinaire de Fort Gregg Adams (États-Unis) – une médaille d'or dans la catégorie « Buffet de boulangerie et viennoiseries ».

Preuve que l'excellence de nos cuisiniers militaires dépasse les frontières nationales et que la gastronomie française est à la hauteur de sa réputation !



Cette première expérience en tant que chef DMC est un véritable défi. Aussi stimulant qu'enrichissant.

Rédacteur : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense

Rencontre avec le CR1 Noémie chef du détachement mixte du Commissariat (DMC)

Après plusieurs années passées dans le domaine de la recherche scientifique, le CR1 Noémie décide de rejoindre le corps des commissaires des armées. Affectée au sein de la division logistique du centre interarmées du soutien Métiers et Contrôle interne (CIMCI), elle est aujourd'hui déployée sur la base aérienne projetée au Levant (BAP H5) en tant que chef du détachement mixte du commissariat (DMC). Un beau défi pour cette logisticienne qui découvre et expérimente de nouvelles facettes du soutien.

Le détachement mixte du commissariat de l'opération CHAMMAL est composé de 13 personnels. Leur mission ? Soutenir les unités déployées sur la base aérienne projetée au Levant, dans tous les domaines du soutien Commissariat. « *Sur le plan financier, le DMC est armé par un trésorier, un soldat, un rédacteur marché et un acheteur. Dans le domaine du soutien de l'homme, il compte un major de camp et son adjoint, un vaguemestre et un détenteur de biens, un vaguemestre et un gérant du pool auto. À cela s'ajoutent un gérant de restauration, un gérant foyer et un comptable foyer, ainsi que le chef du DMC* », explique le CR1 Noémie.

Un DMC peu dimensionné pour soutenir une base aérienne de plus en plus dimensionnante. « *En un an, nous sommes passés d'un peu plus de 200 personnels à soutenir à plus de 350, avec un pic à 570 au cours de mon mandat* ». Un défi quotidien pour le DMC, dans tous les domaines du soutien. « *Le renforcement des effectifs stationnés sur la BAP H5 représente un véritable enjeu en termes de soutien. Avec la dégradation de la situation sécuritaire dans la région, la BAP H5 est devenue un véritable hub logistique. Sa localisation en fait une place stratégique dans le Moyen-Orient. Les transitaires et les renforts RTP sont de plus en plus nombreux et nous accueillons et soutenons également nos partenaires européens. Tous les do-*

maines du soutien sont concernés par l'augmentation des effectifs présents sur la BAP, que ce soit la restauration, l'hébergement, le transport ou d'autres prestations. Un camp de toile a été mis en place afin d'accueillir les unités en transit, et nous travaillons actuellement sur la rénovation de bâtiments pour augmenter à terme nos capacités d'hébergement en dur ».



Tous les domaines du soutien sont impactés par l'augmentation des effectifs présents sur la BAP H5, que ce soit la restauration, l'hébergement, le transport ou d'autres prestations diverses.

Si le CR1 Noémie connaît bien le domaine du soutien de l'homme, celui du soutien financier et administratif lui était moins familier. « *En tant que chef DMC, je détiens les clés pour tout le volet financier du soutien sur la BAP H5. C'est un gros défi pour une logisticienne comme moi, le volet achats-finances était une découverte. J'ai été confrontée au renouvellement d'un certain nombre de marchés qui arrivaient à terme, notamment celui des véhicules de la gamme commerciale mis à disposition de la force. La volonté du CIAO était de rationaliser le parc de véhicules et mettre en place un système de navettes. Nous avons également procédé au renouvellement et à la rédaction de nouveaux marchés dans le*





domaine de l'infrastructure, pour augmenter la capacité d'accueil de la base aérienne ». Parmi les défis que le CR1 Noémie a dû relever en tant que chef DMC, il y en a un quelque peu particulier : la participation de plus d'une cinquantaine de personnel à la course nationale de la mer Morte. « Ce fut un véritable défi logistique et financier. Hébergement, transport, restauration... tous les pans du soutien étaient mis à contribution, avec en plus l'aspect sponsoring. Nous avons notamment travaillé en collaboration avec les entreprises locales avec lesquelles nous sommes déjà en relation ».

Une mission très dense et passionnante dans un milieu en constante évolution. « La mission de chef DMC sur la BAP H5 est aussi stimulante qu'enrichissante, que ce soit par la découverte de la gestion des finances d'un théâtre que par le commande-



Ce qui fait la force du DMC c'est son personnel.

Un chef n'est rien sans son équipe, les connaissances et compétences de chacun sont précieuses.

Le facteur humain est essentiel, il est la clé pour réussir la mission.

ment d'une équipe aux fonctions et spécificités uniques. Malgré les difficultés rencontrées, je me suis efforcée d'apporter des solutions pour les surmonter. Si la mission est enrichissante sur le plan professionnel, elle l'est également sur le plan personnel. Nous apprenons beaucoup les uns des autres, et ce qui fait la force du DMC c'est son personnel. Un chef n'est rien sans son équipe, les connaissances et compétences de chacun sont précieuses. Le facteur humain est essentiel, il est la clé pour réussir la mission. Un bon chef est un chef qui place l'humain au centre des débats. Seul on va vite, mais à plusieurs on va plus loin. La cohésion, l'entraide et la coopération sont essentielles pour apporter un bon soutien sur la BAP et être au rendez-vous ».





Je suis tombé dans la restauration et depuis, je ne l'ai plus quittée !

Rédacteur : CR1 Émilie ROBLOT

Illustrations : SCA/Défense

Rencontre avec le capitaine Nicolas

35 ans de carrière dans la restauration et 8 OPEX plus tard, il nous raconte...

Mon capitaine, racontez-nous comment vous avez démarré dans la restauration

Appelé du contingent en 1988, j'ai effectué un service VSL (volontaire service long) de douze mois supplémentaires. J'ai d'abord commencé comme radio chargeur sur un AML-90 dans la cavalerie et à la fin de mon VSL, j'ai été affecté comme secrétaire comptable au cercle des officiers à l'école d'application de l'arme blindée cavalerie de Saumur. Ce fut mon premier travail dans la restauration. J'ai d'abord appris à faire de la comptabilité puis j'ai touché au service en salle, à la plonge, au relationnel avec les clients... C'est un major qui m'a tout enseigné durant cette première affectation en restauration collective. Je suis tombé dans la restauration et depuis, je ne l'ai plus quittée. En 1990, je suis devenu sous-officier, ce qui m'a permis de progresser dans mes fonctions et d'accéder à différents niveaux de responsabilité tels que sous-officier puis officier d'ordinaire, gérant de cercle, comptable, directeur de cercle mais aussi chef du service soutien vie. Aujourd'hui, je suis affecté au sein du département de coordination et de production restauration-hébergement-loisirs (RHL) au Pôle Toulon - base navale.

Quel est votre défi au quotidien ?

Notre mission principale en restauration, c'est de répondre au soutien. Mon défi, c'est de répondre à cette mission sans mettre en danger mon personnel mais au contraire, en le mettant en avant. Plus jeune, mes instructeurs me répétaient « *Tu n'es rien sans tes personnels* ». Il faut trouver des solutions pour les faire



adhérer à la mission. Dès que je suis devenu officier, j'ai réalisé le niveau de responsabilité qui était attendu et l'effet à obtenir. J'ai dû m'adapter. C'était peut-être plus simple pour moi car je connaissais déjà le métier. J'étais à la place de ces jeunes quelques années plus tôt. Mon rôle était de les guider pour qu'ils puissent s'adapter et s'imposer dans ce milieu.

En parallèle, l'alimentation est un facteur très important pour les militaires engagés. Lorsque j'étais en Afghanistan, si un militaire revenait de mission à 20h, minuit ou 3h du matin, nous avions l'obligation et la volonté de lui servir un plat chaud, de façon à bien l'accueillir et qu'il voie que derrière, le soutien est bien présent.



Ma première OPEX a été la plus marquante. [...] Nous étions dans un lieu détruit à 80% où nous devions mettre en place des éléments de restauration opérationnels.

Combien d'opérations extérieures (OPEX) avez-vous réalisées ? Quelle a été la plus marquante ?

J'ai effectué huit OPEX dont sept dans la restauration. Je suis notamment parti au Kosovo, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Liban, au Tchad ou encore en Estonie.

Ma première OPEX a été la plus marquante. C'était en 1999, j'étais au Kosovo en ouverture de théâtre. Ma mission consistait à réaliser l'ensemble des commandes alimentaires pour le camp principal et ses annexes. Une cuisine était en construction car nous étions dans un lieu détruit à 80% où nous devions mettre en place des éléments de restauration opérationnels. J'étais à l'époque sergent-chef et comme c'était ma première mission, je suis parti avec beaucoup d'idées préconçues. Finalement, je suis revenu transformé grâce aux relations que j'ai pu nouer et au contexte opérationnel. Cela m'a conforté dans mon choix de repartir en OPEX et de faire carrière dans la restauration. Je



m'épanouis pleinement dans ce métier. Chaque jour est différent, on améliore ses connaissances et on fait face à de nombreux défis. Mais parfois, il arrive de se remettre complètement en question et ce fût le cas sur l'exercice ORION.

Justement, parlez-nous de votre participation à l'exercice ORION. Comment avez-vous réussi à dépasser vos difficultés ?

Malgré mes années de carrière dans la restauration, ORION a été une remise en question complète de mes acquis. J'ai été désigné comme chef du centre opérationnel restauration-hébergement-loisirs (CO RHL). En arrivant à Mourmelon, nous nous sommes très vite aperçus qu'il fallait dépasser le cadre des simples passations de commande, des livraisons et du suivi de la comptabilité. Il y avait un réel besoin d'investissement sur l'ensemble des points de restauration si nous voulions accomplir la mission. Les équipes étaient constituées de jeunes qui n'avaient jusqu'alors réalisé que très peu de manœuvres sur du matériel de vie en campagne. Les conditions météorologiques étaient défavorables mais mon devoir était de les motiver. La mission fût réussie car les militaires engagés sur l'exercice furent très satisfaits des prestations réalisées.



C'est un métier où il faut être volontaire, se dépasser, s'investir et surtout, être résilient.

Pourriez-vous partager avec nous votre meilleur souvenir ?

Sur l'opération LYNX, en Estonie, un salon de la restauration était organisé dans une petite ville près du camp. Nous y avons participé en installant un « *french cooking* » dont l'objectif était de démontrer notre savoir-faire français. Nous avons fait découvrir aux Estoniens la ration française, accompagnée de quiches, crêpes et gaufres faites maison. Ce fût un véritable carton ! Nous avons réussi à marquer les esprits et cela a contribué à la bonne collaboration avec les Estoniens.

Que diriez-vous à un jeune qui souhaite s'engager dans la restauration ?

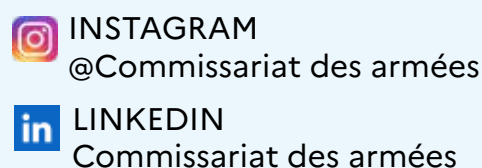
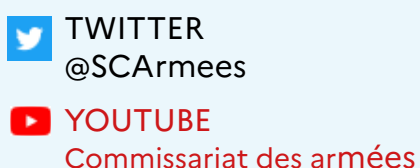
Nos écoles de formation nous apprennent à nous adapter. Mais la volonté prime sur tout. C'est un métier où il faut être volontaire, se dépasser, s'investir et surtout, être résilient. Il faut savoir accepter les remarques parfois négatives. Si je donne une direction, c'est que je sais que mon équipe peut y arriver car je suis aussi passé par là. C'est un métier passion, une coopération de tous les instants. C'est un métier certes usant, mais si je devais recommencer, je recommencerais ! ■

VU SUR LES RÉSEAUX



Suivez le Commissariat des armées sur internet
<https://www.defense.gouv.fr/commissariat>

Feuilletez **Le SCA** venez-vous ? en flashant



SANTÉ · PRÉVOYANCE · ASSURANCE · RETRAITE

**VOS VALEURS
NOUS ENGAGENT**



agpm.fr



AGPM Assurances - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables régie
par le Code des assurances - SIRET 312 706 163 00013 APL 65122
AGPM Vie - Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code des assurances
SIRET 330 220 419 00015 APL 65117 - Rue Nicolas Appert, 10000 TOULON CEDEX 9
A20C261 • novembre 2023 • © ECPAD

Groupe **AGPM**

SANTÉ · PRÉVOYANCE · ASSURANCE · RETRAITE

Assureur distributeur des offres
sélectionnées par **Tégo**

SANTÉ • PRÉVOYANCE
PRÉVENTION • ACTION SOCIALE
SOLUTIONS DU QUOTIDIEN



Bien plus
qu'une mutuelle

“BIEN PLUS QU'UNE MUTUELLE À MES CÔTÉS, UNE ALLIÉE DANS TOUTES LES ÉPREUVES”

Avec Unéo, sécurisez votre avenir,
quoi qu'il arrive.
Pour tout savoir sur les solutions mises
en place dans l'exercice de votre métier,
scannez ce QR code.



www.groupe-uneo.fr

Suivez-nous sur :

